



Rapport du Gouverneur 2024



CEB

— COUNCIL OF EUROPE DEVELOPMENT BANK —
BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU CONSEIL DE L'EUROPE

À propos de la CEB

La Banque de Développement du Conseil de l'Europe (CEB) est une banque multilatérale de développement dotée d'un mandat exclusivement social par ses 43 États membres. La CEB finance des investissements et fournit une assistance technique dans les secteurs sociaux, notamment l'éducation, la santé et le logement abordable, en mettant l'accent sur les besoins des personnes vulnérables, ainsi que sur les dimensions sociales du changement climatique et de la dégradation de l'environnement. Les emprunteurs sont des gouvernements, des autorités locales et régionales, des banques publiques et privées, des organisations à but non lucratif et autres. La CEB, qui bénéficie d'une notation triple A, se finance sur les marchés internationaux de capitaux. En outre, la CEB reçoit des fonds de donateurs en complément de ses activités.

La CEB a été créée en 1956, en tant que fonds de rétablissement, par huit des 15 États membres qui composaient alors le Conseil de l'Europe. La CEB est la plus ancienne banque multilatérale de développement d'Europe ; elle est juridiquement et financièrement indépendante du Conseil de l'Europe.

Pour en savoir plus sur la CEB, consultez le site coebank.org/fr/about/

Chiffres clés au 31 décembre 2024



€4,5 milliards d'euros de prêts approuvés



44 projets dans **22** pays



Plus de la moitié des projets en faveur de **15** Pays du Groupe Cible



231 agents permanents



33 nationalités représentées



58% de femmes et **42%** d'hommes

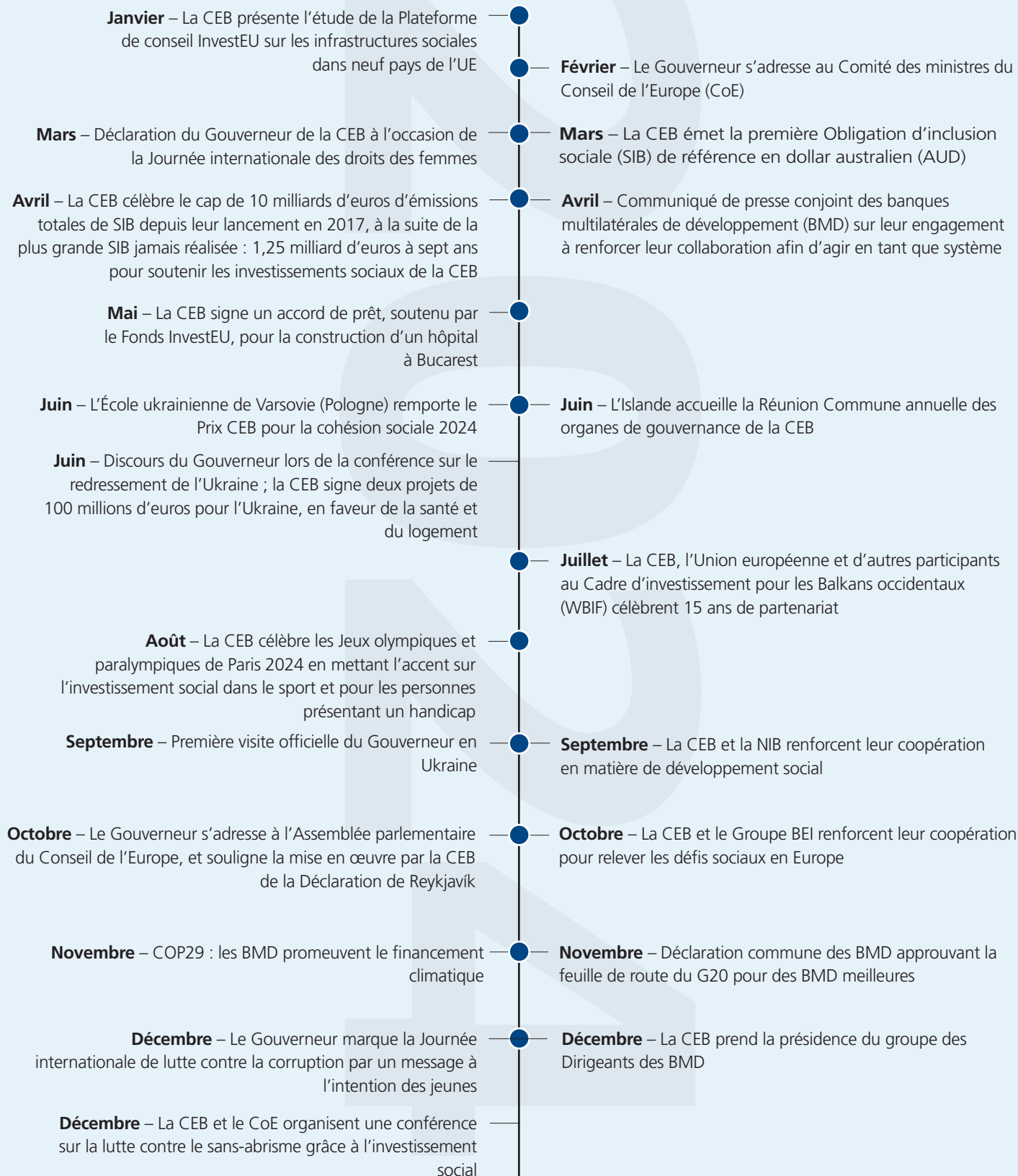


42% des postes à responsabilité occupés par des femmes

Table des matières

Consolider les succès : chronologie	4
Message du Gouverneur	5
La CEB en 2024	7
La CEB et l'Ukraine	9
Saisir l'esprit olympique	11
De l'aide d'urgence au renforcement de la résilience	12
Le Cadre Stratégique en action : Projets approuvés en 2024	14
Investir dans les personnes et valoriser le capital humain	15
Promouvoir des cadres de vie inclusifs et résilients	16
Soutenir l'emploi et l'inclusion économique et financière	18
Programme de développement durable à l'horizon 2030	20
Fonds fiduciaires en faveur de l'action sociale de la CEB	21
Favoriser la réconciliation en Bosnie-Herzégovine	23
Partenariats	24
Activités financières	28
Portefeuilles de trésorerie	29
Produits dérivés	29
Financement de l'activité en 2024	29
Gouvernance	33
Structure de gouvernance et Management	33
Réunion Commune de la CEB 2024	35
Extrait des allocutions d'ouverture	35
Intégrité et conformité	36
Audit Interne	36
Évaluation indépendante	36
Durabilité	37
Ressources humaines	38
Le Prix CEB pour la cohésion sociale 2024 est décerné à l'École ukrainienne de Varsovie	40
Connaissances sociales et nouvelles publications	42
Données clés : projets et prêts	44
Aperçus	46

Consolider les succès : chronologie



Pour plus d'informations et de détails, www.coebank.org/fr/news-and-publications/news/

Message du Gouverneur

Agir pour l'Europe en ces temps incertains



“ La CEB a apporté un soutien essentiel à ses pays membres, s’acquittant avec diligence de son mandat et affirmant avec force son rôle de banque de développement social de choix en Europe

En 2024, la CEB a apporté un soutien essentiel à ses pays membres, s’acquittant avec diligence de son mandat et affirmant avec force son rôle de banque de développement social de choix en Europe.

Les opérations de la Banque dans des secteurs aussi cruciaux que les soins médicaux, l’éducation, le logement abordable et la microfinance, ainsi que l’attention qu’elle porte aux groupes vulnérables, confèrent à la mission sociale de la CEB une pertinence supplémentaire dans le contexte économique et social instable actuel, d’autant plus que des priorités concurrentes risquent de reléguer au second plan les besoins urgents en matière d’investissements sociaux essentiels.

L’impact de la CEB a été clairement démontré en 2024, lorsqu’elle a approuvé 44 nouveaux projets, pour un total de 4,5 milliards d’euros, dans 22 pays membres, dont des exemples sont mis en avant dans ce rapport. Parmi eux figure l’Ukraine où, en plus des fonds destinés à aider les personnes déplacées par la guerre, la CEB a intensifié ses opérations dans les domaines des soins médicaux, du logement et de la microfinance. Y figure également l’Islande, la Banque ayant été la toute première institution financière internationale à lui apporter une aide d’urgence à la suite des éruptions volcaniques dévastatrices survenues au cours de l’année.

La réactivité et l’agilité sont des traits propres à la CEB. Elles vont de pair avec l’attention particulière que la Banque porte aux détails de chaque projet, qu’il soit grand ou petit : son personnel qualifié et dévoué travaille aux côtés des clients, des communautés et des bénéficiaires sur le terrain, en favorisant un esprit d’inclusion et en adaptant le soutien financier et technique nécessaire à la réussite du projet. Chaque projet est conçu afin d’améliorer de manière tangible le tissu social dont dépendent la cohésion et la résilience de l’Europe.

La CEB est mieux équipée pour offrir un tel soutien, suite à la clôture réussie de la 7ème augmentation de capital de la Banque, la première à bénéficier de ressources supplémentaires en numéraire, portant le capital versé à



**Il est essentiel
d'approfondir
les partenariats
de la Banque
pour avancer
sur la voie
difficile et
imprévisible
qui s'ouvre
devant nous.**

1,8 milliard d'euros. Le taux de participation très élevé (plus de 95%) souligne le soutien et la confiance indéfectibles des actionnaires envers la Banque, ce dont la CEB et moi-même sommes reconnaissants et que nous nous engageons à honorer par notre dévouement sans faille à la mission de la Banque.

Le renforcement de la base en capital améliore la capacité de financement de la Banque, l'aidant à obtenir les conditions les plus favorables sur les marchés financiers internationaux au profit de ses emprunteurs, et lui permettant de tirer parti de l'intérêt croissant des investisseurs mondiaux pour les projets sociaux, notamment par le biais de ses Obligations d'inclusion sociale, qui, en 2024, ont dépassé un total de 10 milliards d'euros d'émissions.

Il est essentiel d'approfondir les partenariats de la Banque pour avancer sur la voie difficile et imprévisible qui s'ouvre devant nous. La CEB a renforcé son étroite collaboration avec l'UE, notamment par le biais d'InvestEU. Ce partenariat, fondé sur les garanties et les services de conseil de l'UE, a permis à la CEB de mobiliser des financements et une assistance technique supplémentaires pour ses contreparties. Surtout, il a permis à la Banque d'atteindre des groupes plus vulnérables et désavantagés.

Enfin, il convient de rappeler que la CEB a l'honneur d'assumer la présidence du Groupe des Dirigeants des banques multilatérales de développement en 2025. Ces dernières années, les BMD ont fait preuve d'un esprit particulièrement proactif en travaillant ensemble en tant que système pour produire un plus grand impact à plus grande échelle, avec pour but d'accélérer les progrès en matière de développement durable. La CEB est déterminée à emmener le Groupe sur cette lancée.

Paris, 20 mars 2025

Carlo Monticelli

Gouverneur de la CEB

La CEB en 2024

Une année de consolidation

Les changements géopolitiques et les tensions commerciales internationales, associées à une faible croissance de la productivité et à des budgets publics tendus, ont continué à peser sur l'économie européenne en 2024. La Banque de Développement du Conseil de l'Europe (CEB) a néanmoins pu s'appuyer sur ses solides performances de 2023 pour consolider sa position de banque de développement social pour l'Europe.



Ce résultat est en grande partie dû à la toute première augmentation du capital versé de la CEB, qui a pris effet en février 2024. Ce vote de confiance envers la CEB souligne l'importance primordiale accordée par les pays membres aux secteurs sociaux européens, et le rôle déterminant de la Banque en leur faveur.

L'augmentation du capital a eu un effet positif sur la position de la CEB sur les marchés financiers : toutes les principales agences de notation ont confirmé la note triple A de la Banque au cours de l'année, s'appuyant sur la solidité de la base de capital et ses performances en matière de liquidité et d'accès au financement sur les marchés, entre autres facteurs.

La réputation de la Banque en matière d'émission d'obligations a continué de croître, puisque les Obligations d'inclusion sociale (*Social Inclusion Bonds*, SIB), lancées en 2017 et devenues sa marque de fabrique, ont dépassé un total de 10 milliards d'euros en 2024 – une étape célébrée par deux sonneries de cloche (*bell-ringing*) aux bourses de New York et Luxembourg. À la fin de l'année, les obligations de la CEB étaient émises dans plus d'une demi-douzaine de devises, dont une nouvelle émission en yuan chinois *offshore*.

Un portefeuille diversifié de nouveaux projets

Portés par ces réalisations, les objectifs fixés dans le Cadre Stratégique 2023-2027 de la CEB sont restés en bonne voie pour les trois domaines d'action prioritaires : investir dans les personnes et valoriser le capital humain ; promouvoir des cadres de vie inclusifs et résilients ; et soutenir l'emploi et l'inclusion économique et financière. En 2024, 44 nouveaux prêts ont été approuvés pour des projets relevant de secteurs comme la santé, l'éducation, le logement abordable et le développement des petites entreprises. Une attention particulière a été portée aux groupes défavorisés et marginalisés afin de réduire les inégalités.

Les prêts approuvés, totalisant 4,5 milliards d'euros, ont été répartis entre 22 pays ; plus de la moitié concernaient 15 des 23 Pays du Groupe Cible de la CEB en Europe centrale, orientale et du Sud-Est. En Croatie, la Banque a approuvé 250 millions d'euros en faveur d'investissements dans les infrastructures sociales des municipalités et des comtés, dont 40% ont été affectés à des start-up et d'autres projets de petites et microentreprises, dont beaucoup dirigés par des femmes. L'amélioration de l'accès au microcrédit pour les personnes à faible revenu était également un objectif des prêts de la CEB en Bosnie-Herzégovine et en Belgique. Des prêts accordés à la Slovénie et à l'Espagne ont pour objet de fournir des logements abordables, notamment destiné aux personnes

âgées, tandis que des prêts destinés à plusieurs projets visent à favoriser l'éducation inclusive, notamment en Bulgarie, en Estonie, en Hongrie et en Lituanie. Le prêt de 150 millions d'euros accordé à la Finlande a pour objet de développer des soins de santé physique et mentale abordables, et de nouveaux projets en République slovaque et en Espagne visent à améliorer la prestation des soins de santé. Les projets de rénovation des systèmes vieillissants de distribution d'eau et de traitement des eaux usées ont également occupé une place importante dans plusieurs pays, notamment en République slovaque, tandis que l'amélioration du chauffage urbain était ciblée en Lettonie et en Islande. Par ailleurs, un projet de transport propre et abordable a été mis en place dans la ville française de Marseille (voir [Mobilité durable à Marseille](#)).

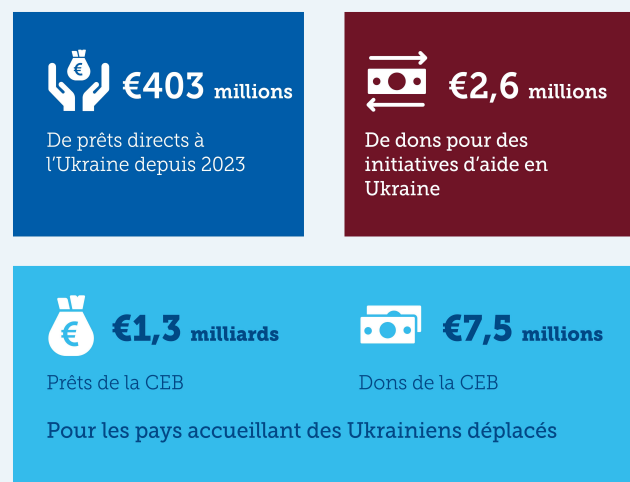
En Ukraine, qui a rejoint la CEB en 2023, la Banque a renforcé son soutien aux personnes déplacées et aux besoins de microfinance, et encore développé ses opérations dans les domaines de la santé et du logement, notamment en apportant des fonds pour réparer les maisons endommagées par la guerre (voir [La CEB et l'Ukraine](#)).

Le rôle historique de la CEB de pourvoyeur d'aide d'urgence a été de nouveau mis en avant en 2024. En Türkiye, la Banque a approuvé un financement destiné à la préparation aux situations d'urgence ainsi qu'au renforcement des établissements de santé après le tragique tremblement de terre de février 2023. En Islande, la CEB a soutenu les efforts du gouvernement pour remédier aux conséquences de l'éruption volcanique survenue au cours de l'année (voir [De l'aide d'urgence au renforcement de la résilience](#)).

Le soutien aux projets culturels, essentiels à l'inclusion sociale et à la solidarité européenne, fait également partie des objectifs de la CEB, comme l'ont démontré les prêts approuvés pour Chypre et la Roumanie en 2024 (voir section suivante). En 2024, année olympique, il faut également noter les prêts et dons accordés par la Banque en faveur de l'investissement dans le sport et pour les personnes présentant un handicap (voir [Saisir l'esprit olympique](#)).

La CEB et l'Ukraine

L'aide à l'Ukraine en chiffres



Données au 31 décembre 2024

Depuis qu'elle a été l'une des premières à réagir à l'agression russe en février 2022, la CEB s'est engagée à soutenir la reconstruction et le bien-être social à long terme en Ukraine. Avec le Cadre Stratégique 2023-2027 comme boussole, la Banque travaille de manière sélective, renforçant progressivement ses opérations, en mettant l'accent sur le soutien aux autorités ukrainiennes grâce à une combinaison de prêts, de dons et d'assistance technique dans des domaines comme la santé, le logement, la microfinance et les déplacements de population. Ce travail s'est accéléré depuis que l'Ukraine est devenue un pays membre en juin 2023.

"Notre solidarité avec l'Ukraine reste inébranlable", a rappelé le Gouverneur Carlo Monticelli lors de sa première visite officielle dans le pays en septembre 2024. Auparavant, lors de la [Conférence sur le redressement de l'Ukraine](#) s'est tenue à Berlin en juin, le Gouverneur a déclaré que la Banque était fière, dans le cadre de l'effort international, de "servir de partenaire privilégié de l'Ukraine en matière d'investissement social". À son tour, l'Ukraine a apprécié la contribution de la CEB pour son "expertise et son expérience dans les pays sortant d'un conflit" (voir [l'article special Olga Zykova](#) dans le Rapport du Gouverneur 2023).

La CEB a relevé le défi. Elle a ouvert un petit bureau de liaison à Kiev en 2024. En novembre, elle a ajouté

200 millions d'euros supplémentaires pour soutenir des programmes en faveur des personnes déplacées. Du début du conflit jusqu'en décembre 2024, la Banque avait mobilisé environ 1,5 milliard d'euros sous forme de prêts et de dons pour les réfugiés et leurs communautés d'accueil, notamment en Pologne et en Roumanie. Elle a également approuvé plus de 100 millions d'euros de prêts pour aider à restaurer les services de santé essentiels, en particulier les soins de santé mentale, par le biais de la vaste opération-cadre conçue par la Banque mondiale et connue sous le nom de [HEAL](#). Enfin, dans le cadre du projet [HOME](#) de la CEB, qui soutient un mécanisme d'indemnisation gouvernemental, plus de 2 000 ménages dont les propriétés résidentielles ont été détruites par la guerre pourraient accéder à une aide financière pour les aider à restaurer leur logement ou à en acquérir un nouveau.

Toujours dans le domaine du logement, la CEB soutient un mécanisme gouvernemental d'aide aux personnes déplacées à l'intérieur du pays, pour leur permettre d'accéder à un logement décent et durable, notamment les personnes issues de ménages à faible revenu, les enfants, les personnes âgées et les personnes présentant un handicap. La Banque soutient également les entreprises, en l'occurrence par l'intermédiaire d'une banque par actions à Lviv, afin de faciliter l'accès au crédit pour les agriculteurs et les microentreprises.

La Banque a accordé un don d'assistance d'environ 350 000 euros, provenant de son Fonds solidarité Ukraine (USF) et de son Fonds pour les migrants et les réfugiés (MRF), au Centre ukrainien pour la maternité et l'enfance, afin d'effectuer des réparations urgentes et de préparer une modernisation globale. Parmi les autres dons approuvés en 2024, on peut citer un montant de 45 000 euros destiné au projet HOME, et 190 000 euros pour une étude sur les infrastructures sociales. Ces dons s'ajoutent à ceux accordés un an plus tôt pour réparer les maisons de personnes âgées et d'autres groupes vulnérables endommagées par la guerre.



Les travaux de réhabilitation des bâtiments endommagés par la guerre sont en cours en Ukraine.

Une période charnière pour le Cadre Stratégique

Entre 2023 et 2024, la CEB a approuvé 92 projets, pour un montant total de près de 9 milliards d'euros. Ce bilan est de bon augure pour la revue à mi-parcours du Cadre Stratégique en 2025, et a été réalisé dans un contexte difficile, marqué par l'agression de la Russie contre l'Ukraine, la résurgence des migrations et de l'inflation, sans parler de l'urgence climatique, des retombées de la pandémie et de la fragilité de l'économie. Toutes les opérations de la CEB ont été examinées à la lumière des questions transversales définies dans le Cadre, à savoir le climat et le genre.

“ la CEB a profité de sa solide performance pour se doter des moyens nécessaires et se préparer aux défis sociaux à venir

Les projets d'investissement de l'année écoulée se sont alignés sur la Déclaration de Reykjavik, adoptée par les Chefs d'État et de Gouvernement lors du 4^{ème} Sommet du Conseil de l'Europe en 2023. Cette Déclaration appelait la CEB à “se concentrer sur les dimensions sociales du changement

climatique” et à “aider les États membres à réaliser une transition juste et inclusive”, et s'inscrivait dans le cadre de l'exploration actuelle par la Banque des liens entre les objectifs sociaux et climatiques (voir le Rapport du Gouverneur 2022). Lors de la conférence des Nations Unies sur le climat (COP 29) qui s'est tenue à Bakou (Azerbaïdjan) en novembre, la CEB a souligné l'importance de l'action sociale pour parvenir à une transition juste vers une économie à faibles émissions de carbone, à la fois en préservant le bien-être des groupes vulnérables touchés par la transition, et en renforçant les efforts plus généraux d'atténuation et d'adaptation au changement climatique.

En outre, la CEB a profité de sa solide performance pour se doter des moyens nécessaires et se préparer aux défis sociaux à venir. Cela a nécessité une action en interne afin d'améliorer les processus administratifs et les flux de travail, par exemple en approfondissant l'application des systèmes numériques, tout en actualisant les normes de la Banque en matière de protection environnementale et sociale.

Saisir l'esprit olympique

Les Jeux olympiques et paralympiques ont rassemblé le monde entier à Paris en 2024, inspirant les espoirs et les rêves de millions de personnes de tous horizons, de tous âges et de toutes conditions. La CEB, dont le siège se trouve dans la capitale française, a eu la chance de pouvoir participer à cette quinzaine de sport et d'interactions culturelles. Les agents de la CEB ont applaudi la flamme paralympique lors de son passage devant leurs bureaux, et ont eu le privilège d'assister au tournoi de Cécifoot. Les Jeux olympiques s'étaient tenus à Paris pour la dernière fois en 1924, et la CEB a profité de cette occasion rare pour souligner la manière dont ses propres investissements dans le sport et en faveur des personnes présentant un handicap peuvent contribuer à favoriser l'inclusion sociale, la solidarité et la résilience. En 2024, par exemple, la Banque a approuvé 75 millions d'euros pour soutenir l'investissement dans des installations sportives et culturelles à travers quelque



500 municipalités en Italie, visant principalement les groupes vulnérables, ainsi que 12 millions d'euros pour un centre sportif et culturel en Bosnie-Herzégovine (voir [Aperçus : Projets approuvés](#)). Les personnes présentant un handicap sont explicitement mises en avant comme bénéficiaires potentiels dans dix projets au cours de l'année. Voir la page internet dédiée : ["Stimuler l'inclusion sociale par le sport : célébrer les Jeux olympiques de Paris 2024"](#).

Les donateurs et les partenariats restent essentiels

L'amélioration des performances a également impliqué la recherche d'un soutien supplémentaire de partenariats afin de renforcer la portée et l'impact de la CEB. Grâce à l'accord de garantie InvestEU signé avec la Commission européenne en 2022, la Banque a émis plus de 460 millions d'euros de financements supplémentaires pour des projets à forte valeur sociale dans les États membres de l'UE et de la CEB, notamment pour soutenir des initiatives en faveur des entreprises sociales et de la microfinance destinée aux petites entreprises. Depuis qu'elle a rejoint la Plateforme de conseil InvestEU en janvier 2023, la CEB a approuvé avec succès 23 projets d'assistance technique, pour un montant total de 5,1 millions d'euros, parmi lesquels 18 projets ont été approuvés en 2024 pour un montant total de 2,2 millions d'euros.

La CEB et les autres participants au Cadre d'investissement pour les Balkans occidentaux (WBIF) ont célébré 15 ans d'investissement en faveur de la convergence de la région avec l'UE et de son intégration. À ce jour, les projets de la CEB ont bénéficié de 143 millions d'euros de dons du WBIF, notamment dans les domaines de l'éducation et de la santé. La CEB a également renforcé sa coopération avec

les banques multilatérales de développement (BMD) homologues et, en décembre, elle a assumé pour la première fois la présidence du Groupe des Dirigeants des BMD, un forum de dialogue et de coordination. Les BMD ont progressé dans leur collaboration en tant que système, comme le demandait le G20, en continuant à mener des actions pour améliorer leurs opérations. Le premier résultat très visible de cet effort commun a été un engagement à stimuler le financement de l'action climatique et à porter une attention soutenue au développement durable, parmi d'autres défis mondiaux pressants. La présidence de la CEB s'attachera à donner un élan à cette collaboration renforcée, tout en apportant ses propres perspectives en tant que banque de développement social de choix pour l'Europe.

En outre, la CEB continuera à servir de rempart pour ses pays membres en ces temps incertains, en puisant dans ses connaissances, son expérience, ses compétences et ses ressources pour promouvoir l'inclusion sociale et la solidarité, tout en œuvrant aux côtés des communautés locales pour forger une Europe prospère et résiliente.



La présidence de la CEB s'attachera à donner un élan à cette collaboration renforcée



De l'aide d'urgence au renforcement de la résilience

Depuis sa création en 1956, l'aide aux pays membres confrontés à des catastrophes environnementales et à leurs retombées sociales est une priorité pour la CEB (voir les [statuts de la CEB, article II](#)). Cet enjeu a pris une nouvelle importance ces dernières années, notamment en raison de l'augmentation des incendies de forêt, des inondations et d'autres risques climatiques dans l'ensemble de l'Europe. En effet, la gestion des risques de catastrophe fait partie intégrante de l'objectif de promotion de cadres de vie inclusifs et résilients prévu par le Cadre Stratégique 2023-2027. En 2024, la Banque s'est activement engagée dans des projets de gestion des risques de catastrophe dans 13 pays membres, avec des prêts d'environ 3,2 milliards d'euros, dont 1,2 milliard d'euros de nouveaux prêts approuvés en 2024.

Par exemple, en Islande, les éruptions volcaniques de l'année dernière ont entraîné l'évacuation des habitants de la côte sud de la péninsule de Reykjanes. La CEB a approuvé un prêt de 150 millions d'euros (facilité de financement du secteur public) pour soutenir les efforts d'aide d'urgence du pays, que le Gouverneur Monticelli a annoncé lors de la Réunion Commune annuelle que l'Islande a accueillie en juin (voir [Réunion Commune](#)). Le projet contribuera à financer un programme d'achat volontaire de maisons pour les résidents qui ont perdu leurs biens dans le port de Grindavík, ainsi qu'à fournir une aide à la reprise. Les fonds seront également affectés à des travaux de sécurisation de la centrale électrique et d'autres services publics de la péninsule de Reykjanes qui fournissent de l'eau, du chauffage et de l'électricité aux habitations, aux entreprises et au principal aéroport international.

La Türkiye a également bénéficié d'un soutien d'urgence de la CEB après les tremblements de terre dévastateurs qui ont frappé le sud et l'est du pays en février 2023. La Banque avait alors réagi rapidement en approuvant un prêt de 250 millions d'euros pour aider le secteur de la santé à faire face à la catastrophe dans la région, qui comptait une forte population de réfugiés, et à reconstruire ses infrastructures de santé. La catastrophe a également incité la CEB à créer un Fonds de prévention et relèvement de catastrophes pour ses pays membres, pour lequel elle encourage activement les dons.

Un montant supplémentaire de 250 millions d'euros a été approuvé pour la Türkiye en 2024, afin de soutenir les services de santé et de rendre les établissements de santé plus résistants aux séismes dans la zone frontalière touchée. L'aide d'urgence de la CEB a également été étendue à Istanbul, dans l'ouest du pays, avec un prêt de 330 millions d'euros pour aider à améliorer la préparation et la résilience de la ville aux séismes. Un montant supplémentaire de 350 millions d'euros a aussi été approuvé par la CEB pour contribuer aux mesures de reconstruction du secteur privé, notamment les logements et les infrastructures, endommagés par une série de tremblements de terre qui ont frappé le centre de l'Italie en 2023 (voir [Aperçus : Projets approuvés](#)).

Par ailleurs, la CEB a approuvé un prêt d'un montant de 153 millions d'euros pour renforcer la sécurité et les mesures de réduction des risques sismiques à Bucarest, en Roumanie. Le prêt contribuera en particulier à la consolidation de 17 bâtiments (14 bâtiments résidentiels et trois bâtiments publics, dont un musée). Plusieurs de ces bâtiments étant classés ou situés dans des zones protégées, le prêt contribuera aussi à la préservation du patrimoine culturel de la Roumanie.

Projets approuvés en 2024

Nombre de projets : **44**

Montant total : **€4,5 milliards**

Nombre de pays : **22**

Nombre de projets

Volume de prêts approuvés

Projets achevés en 2024

Nombre de projets : **38**

Prêts décaissés : **€3,8 milliards**

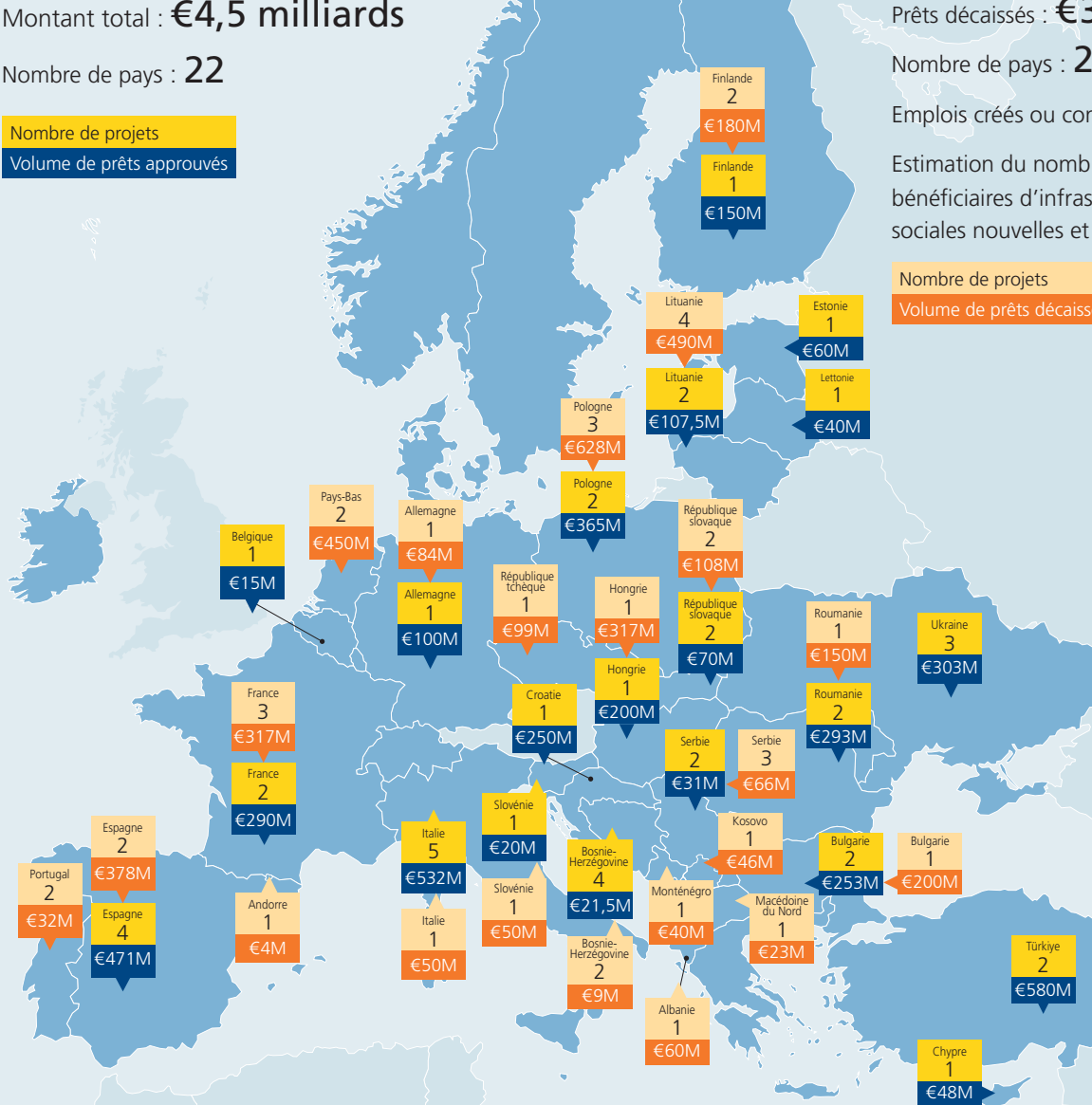
Nombre de pays : **22**

Emplois créés ou conservés : **327 242**

Estimation du nombre de
bénéficiaires d'infrastructures
sociales nouvelles et améliorées : **12,3 millions**

Nombre de projets

Volume de prêts décaissés



Le Cadre Stratégique en action : Projets approuvés en 2024

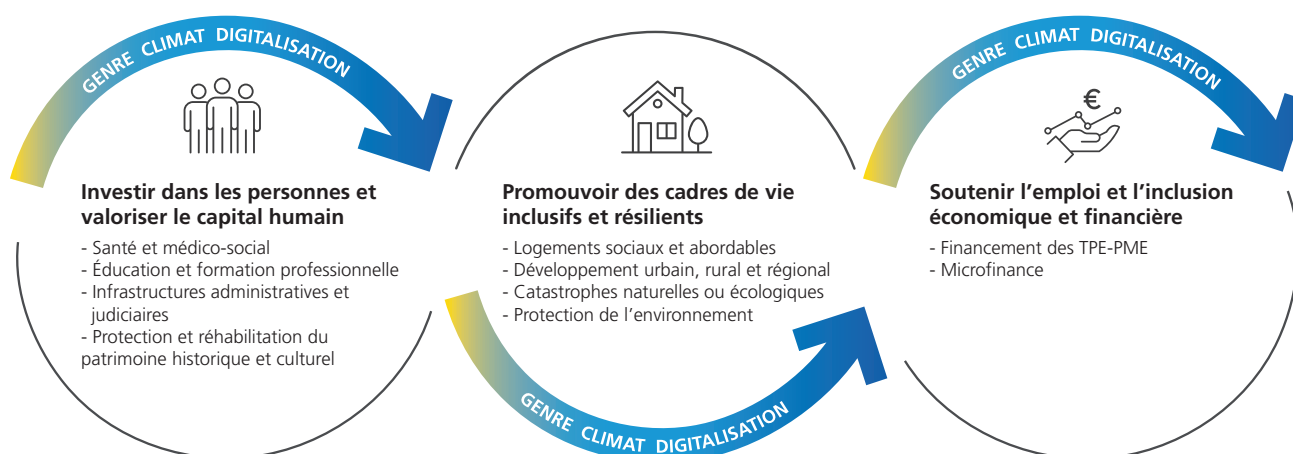
Le Cadre Stratégique 2023-2027 de la CEB, qui approche de sa revue à mi-parcours en 2025, guide les opérations de la Banque et lui permet de s'acquitter du mandat social confié par ses pays membres. Bien que le Cadre fournisse des orientations claires, il permet une certaine flexibilité face aux défis et aux incertitudes du contexte géopolitique et économique international.

En 2024, le volume total des prêts approuvés par la Banque, soit 4,5 milliards d'euros répartis entre 44 nouveaux projets de prêts dans 22 pays, était conforme à l'objectif annuel fixé pour la période de mise en œuvre du [Cadre Stratégique](#) quinquennal. Ces prêts ont été répartis entre les trois lignes d'action des opérations de la CEB, à savoir : 1) investir dans les personnes et valoriser le capital humain ; 2) promouvoir des cadres de vie inclusifs et résilients ; et 3) soutenir l'emploi et l'inclusion économique et financière. Le genre, le changement climatique et la transition numérique constituent des questions transversales qui s'appliquent à ces trois lignes d'action.

En outre, les nouveaux projets sont conformes à la [Charte sociale européenne](#) du Conseil de l'Europe, par exemple en ce qui concerne le droit de chacun à l'éducation et à la formation, à la protection sanitaire, à un travail décent, au logement et aux activités culturelles (voir le [site internet de la CSE](#)).

Bien que les projets de la CEB abordent une variété de défis sociaux, cette section se concentre sur les six suivants : catastrophes naturelles ou écologiques ; développement urbain, rural et régional ; santé et médico-social ; éducation et formation professionnelle ; logement social et abordable ; et soutien aux micros, petites et moyennes entreprises (TPE-PME). (Pour une liste complète des 44 opérations, voir la section [Aperçus : Projets approuvés](#)).

Guidée par son Cadre Stratégique, la CEB a continué de mettre l'accent sur les groupes vulnérables en utilisant son prisme de vulnérabilité, un outil opérationnel qui permet à la Banque de mieux cibler ses investissements sociaux là où ils sont le plus nécessaires et de réaffirmer sa volonté d'aider les membres les plus défavorisés et marginalisés de la société. En outre, la CEB a approfondi et élargi sa collaboration avec les institutions partenaires dans le domaine du financement du développement, notamment avec les banques nationales de développement, l'UE et les BMD homologues (voir [Partenariats](#)), prenant pour la première fois la présidence du Groupe des Dirigeants des BMD en décembre 2024.



INVESTIR DANS LES PERSONNES ET VALORISER LE CAPITAL HUMAIN

Il est essentiel d'investir dans la santé, le bien-être et l'éducation des populations pour la cohésion sociale et la promotion de communautés inclusives et prospères. La CEB adopte une approche globale pour remédier aux disparités dans l'accès, l'accessibilité financière et la qualité des systèmes de santé et d'éducation, tout en promouvant l'égalité des genres et l'inclusion, y compris parmi les migrants et les réfugiés, ainsi que la durabilité. Il est également important d'investir dans les activités culturelles, c'est pourquoi la CEB contribue à rendre les espaces culturels plus inclusifs et accessibles, en soutenant par exemple la protection et la réhabilitation des ressources culturelles.

En 2024, la Banque a approuvé six prêts en faveur de la santé et du médico-social dans quatre pays, pour un montant total de 603 millions d'euros. Ces projets comprennent l'extension et le renforcement des soins médicaux en Espagne, en Finlande et en République slovaque. La CEB a également approuvé six prêts d'un montant total de plus de 594 millions d'euros pour soutenir l'éducation dans six pays, ainsi que 142 millions d'euros pour la protection et la réhabilitation du patrimoine historique et culturel à Chypre et en Roumanie. Le soutien de la Banque à la rénovation, à l'extension et à la modernisation d'infrastructures éducatives en Hongrie et à la création d'un nouveau centre majeur d'archéologie chypriote à Nicosie sont présentés ci-dessous à titre d'exemples.

Améliorer les infrastructures éducatives en Hongrie

La stratégie hongroise en matière d'éducation pour la période 2021-2030 souligne l'engagement du pays à mener une planification à long terme et à réduire les inégalités dans le système éducatif, notamment en augmentant les dépenses publiques d'éducation et en

remédiant à la nécessité d'améliorer les installations éducatives. En 2022, cet engagement a permis une diminution très importante du nombre de bâtiments scolaires nécessitant des réparations.

Le projet de développement des infrastructures éducatives du gouvernement hongrois (EIDP) a été essentiel pour répondre aux besoins en infrastructures. Le prêt de 200 millions d'euros accordé par la CEB à la Hongrie est la troisième contribution de la Banque à cette initiative, qui a débuté en 2014, et s'appuie sur un partenariat de longue date pour soutenir les infrastructures scolaires du pays. Dans cette troisième phase, le prêt soutiendra la rénovation de 20 800 mètres carrés d'espace utilisable, tandis qu'environ 76 000 mètres carrés seront créés dans sept établissements d'enseignement. Ces travaux respecteront des normes d'efficacité énergétique élevées et contribueront à réduire la pollution. Environ 10 000 élèves des écoles primaires, secondaires et professionnelles bénéficieront des améliorations apportées aux infrastructures. Le total des prêts accordés par la CEB à la Hongrie dans le cadre de l'initiative EIDP depuis 2014 est désormais évalué à près de 400 millions d'euros.





Construction d'un nouveau musée archéologique à Chypre

Chypre a acquis une reconnaissance internationale en tant que centre culturel, non seulement pour le rôle majeur que le pays a joué dans l'histoire de la Méditerranée orientale, mais aussi pour le caractère distinctif de l'art chypriote ancien. Cependant, le musée archéologique existant à Nicosie n'est plus en mesure de répondre aux besoins de sa collection variée et continuellement enrichie, ni aux attentes de ses visiteurs

Le plan d'aménagement du centre-ville de Nicosie favorise sa revitalisation en encourageant l'activité économique et l'engagement de la communauté en lien avec le riche patrimoine culturel de la ville. Un prêt de 72 millions

d'euros à la République de Chypre soutiendra la création du nouveau musée archéologique, une institution culturelle internationale de premier plan consacrée au riche patrimoine archéologique du pays. Pôle culturel dynamique, le nouveau musée disposera de vastes espaces d'exposition et d'une technologie numérique innovante, ce qui lui permettra de toucher un large public et de remplir sa mission sociale et éducative. En accord avec le plan de développement de la ville, le musée favorisera les relations sociales et culturelles au cœur de cette ville historiquement divisée.



PROMOUVOIR DES CADRES DE VIE INCLUSIFS ET RÉSILIENTS

Selon le Cadre Stratégique de la CEB, trouver des solutions pour aborder les dimensions sociales du changement climatique s'impose comme une caractéristique de l'action de la CEB, et comme un élément central de ses investissements dans le logement social et abordable pour les populations vulnérables. Ce travail favorise également la protection de l'environnement, tout en renforçant la résilience des communautés urbaines, rurales et régionales. Pour atteindre ces objectifs, la CEB s'engage avec des entités nationales et infranationales du secteur public et des organisations à but non lucratif, ainsi qu'avec des investisseurs privés.

En 2024, la CEB a accordé six prêts dans quatre pays, d'un montant total de plus de 1,3 milliard d'euros, pour faire face aux catastrophes naturelles et écologiques (voir [De l'aide d'urgence au renforcement de la résilience](#)). En outre, 11 nouveaux prêts dans neuf pays, pour plus de 814 millions d'euros, ont ciblé le développement urbain, rural et régional ; tandis que cinq prêts dans quatre pays (pour un total de plus de 413 millions d'euros) ont été consacrés au logement social et abordable. Ces initiatives ont été complétées par trois prêts dans autant de pays, pour un montant total de plus de 106 millions d'euros, en faveur de la protection de l'environnement. Des exemples de prêts de la CEB pour un réseau de transport public à Marseille (France) et des logements abordables et économes en énergie en Catalogne (Espagne) sont détaillés ci-dessous.

Mobilité durable à Marseille

La grande région de Marseille (Métropole Aix-Marseille-Provence, AMP) est l'une des zones métropolitaines les plus congestionnées d'Europe. Les disparités régionales et géographiques ainsi qu'un développement inégal ont pour conséquence des emplois fortement concentrés dans certaines zones, souvent mal reliées aux lieux de résidence des salariés. L'insuffisance des réseaux de transports publics a entraîné une dépendance excessive à l'égard des véhicules privés, moins de 10% des trajets quotidiens étant effectués en transports en commun. Par conséquent, la pollution de l'air est un problème récurrent.

La CEB continuera à soutenir la modernisation du système de métro de Marseille dans le cadre du programme Nouveau Métro de Marseille (NEOMMA) avec un prêt de 150 millions d'euros. Ce financement permettra d'assurer le développement d'un système de transport public fiable et accessible, qui est essentiel pour renforcer l'attractivité économique, améliorer l'accès des résidents aux services essentiels et renforcer la liaison avec les quartiers actuellement mal desservis. Le projet soutiendra des options de transport équitables et accessibles qui contribueront à réduire les



inégalités sociales et territoriales dans la métropole, tout en répondant aux besoins de la population de Marseille en pleine croissance, au développement socio-économique et à la durabilité. Ce deuxième prêt à Métropole AMP porte à 200 millions d'euros le total des prêts de la CEB en faveur du projet NEOMMA.



Pour des logements abordables en Catalogne

L'Espagne souffre d'une pénurie de logements sociaux, en particulier dans les zones urbaines où la demande est la plus forte. La Catalogne est la deuxième région la plus peuplée d'Espagne, avec 16% de la population totale. Pourtant, seulement 1,5% des logements catalans sont des logements sociaux. En 2024, le gouvernement catalan a approuvé le plan territorial de logement de la Catalogne, qui vise à ce que 7% de l'ensemble des résidences principales soient sociales d'ici à 2042.

Le prêt de 31 millions d'euros de la CEB, soutenu par le programme de garantie InvestEU, à Sostre Cívica, la plus grande coopérative de logement de Catalogne, financera la construction de plus de 350 unités de logement coopératif. Construites sur des terrains appartenant à l'État, ces unités permettront d'accroître le nombre de logements abordables disponibles et d'aider les habitants de la Catalogne qui n'ont pas les moyens d'acheter ou de louer aux prix du marché. Sostre Cívica proposera ces logements coopératifs selon un modèle unique appelé *cessio d'ús* (droit d'usage), une alternative à la propriété et à la location traditionnelles. Ce

modèle requiert une contribution initiale et le paiement de mensualités par les membres de la coopérative, fondés sur les coûts d'acquisition, d'entretien et de fonctionnement du projet de logements coopératifs, plutôt que sur les prix du marché de l'immobilier.



SOUTENIR L'EMPLOI ET L'INCLUSION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

Les micros, petites et moyennes entreprises (TPE-PME) soutiennent l'emploi et la cohésion sociale à travers l'Europe. La CEB travaille avec des institutions financières intermédiaires pour permettre l'accès au financement des TPE-PME, et améliorer l'accès à la microfinance des personnes vulnérables qui pourraient ne pas remplir les conditions requises pour obtenir des prêts auprès des banques conventionnelles. Dans cette optique, la CEB étend ses prêts aux institutions de microfinance (IMF) afin de soutenir des micro-prêts à finalité sociale, destinés aux entreprises et aux particuliers, tels que les travaux d'amélioration de l'habitat permettant de réduire les coûts énergétiques.

En 2024, grâce à cet engagement, la Banque a financé huit prêts pour un montant de plus de 48 millions d'euros afin stimuler la microfinance dans cinq pays, ainsi qu'environ 350 millions d'euros répartis sur deux prêts pour aider à améliorer l'accès au crédit pour les TPE-PME dans deux pays. Des exemples tirés du portefeuille de projets de la CEB en Bulgarie et en Croatie sont détaillés ci-dessous, et d'autres exemples sont disponibles dans la section [Aperçus : Projets approuvés](#) à la fin de ce rapport.

Soutenir l'accès à la microfinance en Bulgarie



Les bénéficiaires sont les étudiants entrepreneurs, les jeunes chefs d'entreprise (moins de 29 ans) et les femmes entrepreneures.

Les micros, petites et moyennes entreprises (TPE-PME) constituent la pierre angulaire de l'économie bulgare, représentant 99% de toutes les entreprises bulgares. Les TPE-PME bulgares représentent 65,3% de la valeur ajoutée et 75,7% de l'emploi, ce qui est bien supérieur à la moyenne européenne de 56,8% et 66,6%, respectivement.¹ Malgré leur rôle prépondérant dans l'économie, les TPE-PME bulgares doivent souvent faire face à des conditions de financement difficiles. Les banques dominent le paysage financier, représentant 83% du total des actifs du secteur financier, mais elles sont souvent réticentes à prêter aux start-up et aux jeunes entreprises innovantes, qu'elles considèrent comme trop risquées.² Les institutions de

microfinance sont bien placées pour combler ce déficit de financement, mais elles ont besoin d'un soutien supplémentaire pour développer le secteur national de la microfinance.

Le prêt de 3 millions d'euros de la CEB, soutenu par le programme de garantie InvestEU ainsi que par le Compte impact social (CIS) de la CEB, à SIS Credit, une institution de microfinance bulgare, stimulera l'extension de l'offre de services de SIS Credit aux microentreprises ainsi que la croissance du secteur de la microfinance dans le pays. Les bénéficiaires finaux du prêt seront des microentreprises et des petites entreprises de tout le pays, notamment des étudiants entrepreneurs, de jeunes chefs d'entreprise (âgés de moins de 29 ans) et des entreprises dirigées par des femmes. S'attachant à soutenir les personnes issues de milieux vulnérables, SIS Credit a également la réputation d'aider les jeunes entreprises, en particulier dans les domaines de l'agriculture, de la restauration et des services d'éducation et d'accueil. SIS Credit bénéficie également de l'assistance technique de la CEB, par le biais de la Plateforme de Conseil InvestEU, pour entreprendre une étude afin d'évaluer l'impact socio-économique du financement de SIS Credit destiné aux microentreprises et aux producteurs agricoles.



1. Commission européenne, SBA Factsheet 2019, Bulgarie

2. Vue d'ensemble du secteur financier en Bulgarie, Banque de commerce et de développement de la mer Noire, 2020



Financement d'infrastructures municipales et soutien aux TPE-PME en Croatie

En Croatie, les TPE-PME emploient environ 71% de la main-d'œuvre. Elles contribuent également à 56,5% de la valeur ajoutée.³ Le taux de chômage enregistré en novembre 2023 était de 6,4%, mais de 7,8% pour les femmes. Les disparités régionales en matière de chômage sont assez importantes, les comtés de l'est ayant un taux de chômage beaucoup plus élevé que ceux du centre, du nord et du nord-ouest du pays.

Le prêt de 250 millions d'euros accordé par la CEB à la Banque croate pour la reconstruction et le développement (HBOR) financera en partie des investissements dans les infrastructures sociales des municipalités et des comtés, et 40% du prêt seront consacrés au financement de projets d'investissement productifs de TPE-PME et à leurs besoins en fonds de roulement. Les emprunteurs finaux éligibles pour ces fonds sont les TPE-PME qui jouent un rôle dans le développement de l'économie ou des infrastructures en Croatie, ainsi que les bénéficiaires des prêts spécialisés de HBOR conçus pour les entreprises dirigées par des femmes et des jeunes.



3. Fiche pays PME Croatie - Commission européenne 2023

Programme de développement durable à l'horizon 2030

La CEB continue de soutenir les efforts de ses États membres pour tenir leurs engagements dans le cadre du Programme de développement durable à l'horizon de 2030. À l'approche de l'année 2030, la Banque se joint au constat des Nations Unies sur la nécessité de la paix et de la solidarité, ainsi que d'une accélération de la mise en œuvre du Programme 2030.¹ Il s'agit d'un défi majeur, pour l'Europe ainsi qu'à l'échelle mondiale : au rythme actuel des progrès, au moins un tiers des Objectifs de développement durable (ODD) ne seront pas atteints par l'UE d'ici 2030.² Des domaines cruciaux tels que la pauvreté, la faim et le climat sont menacés.











Pour contribuer à catalyser les progrès, la CEB a identifié les dix ODD prioritaires qui sont les plus proches de sa mission sociale et de ses secteurs d'opération. Depuis 2020, tous les projets de la Banque sont examinés en fonction de leur contribution à ces ODD.

Les 44 projets approuvés en 2024 s'alignent sur les principaux ODD de la manière suivante :

- ODD alignés sur le mandat social principal de la CEB : près de 90% des projets ont abordé les inégalités (ODD 10 : Réduction des inégalités). En outre, 39% des projets ont contribué à l'ODD 1 (Pas de pauvreté).
- ODD examinés dans tous les projets : un quart des projets approuvés comprenaient une composante axée sur le genre (ODD 5 : Égalité entre les sexes), tandis que 34% visaient des objectifs liés au climat (ODD 13 : Action climatique).
- ODD sectoriels pertinents pour les opérations de la CEB : environ 55% ont contribué à l'ODD 11 (Villes durables), 25% à l'ODD 3 (Bonne santé), 23% à l'ODD 8 (Travail décent), et 18% se sont concentrés sur l'ODD 4 (Éducation de qualité). Des proportions plus faibles ont contribué à l'ODD 6 (Eau propre : 9%) et à l'ODD 16 (Paix et justice : 2%).

Projets CEB approuvés et ODD

NB : Les chevauchements rendent compte du fait que les projets soutiennent plusieurs ODD.

		2024	
		Nombre de projets approuvés supportant chaque ODD	% de projets approuvés supportant chaque ODD
	ODD 10 Inégalités réduites	39	89
	ODD 1 Pas de pauvreté	17	39
	ODD 5 Égalité des sexes	11	25
	ODD 13 Action pour le climat	15	34
	ODD 3 Bonne santé	11	25
	ODD 4 Éducation de qualité	8	18
	ODD 6 Eau potable	4	9
	ODD 8 Travail décent	10	23
	ODD 11 Villes durables	24	55
	ODD 16 Paix et Justice	1	2

Par ailleurs, en ce qui concerne les financements et les emprunts, la CEB a continué d'intégrer les ODD dans son cadre des obligations d'inclusion sociale et ses rapports annuels, notamment sur la durabilité (voir [Gouvernance](#)).

Lire le Rapport sur la durabilité 2024 sur : coebank.org/fr/about/durabilite/

1. ONU (2024), Rapport sur les objectifs de développement durable 2024, juin

2. Réseau de solutions pour le développement durable (2024), Rapport européen sur les objectifs de développement durable 2023/24, janvier

Fonds fiduciaires

Fonds fiduciaires en faveur de l'action sociale de la CEB

Les fonds fiduciaires, financés par les donateurs et les bénéfices de la Banque, sont essentiels aux efforts de la Banque pour renforcer la cohésion sociale en Europe et faire davantage pour les plus vulnérables. Ils permettent à la CEB de s'engager davantage dans des initiatives à fort impact, comme des projets de microfinance soutenus par des garanties de prêt, ou de fournir un soutien supplémentaire, notamment une assistance technique et d'aides à l'investissement.



Données clés pour 2024

€65M

Nouvelles contributions
de donateurs aux fonds
fiduciaires

€20M

Bénéfices de la CEB
alloués à des fonds
fiduciaires

€31M

Dons de la CEB
approuvés avec des
ressources provenant
de fonds fiduciaires

€24M

Prêts de la CEB garantis
par des ressources
provenant de fonds
fiduciaires

En 2024, les nouvelles contributions aux fonds fiduciaires ont atteint 85 millions d'euros, soit une augmentation de près de 80% par rapport à 2023, grâce à une contribution particulièrement importante de l'UE, d'un montant total de 64 millions d'euros, dont 50 millions d'euros pour renforcer les centres de santé en Türkiye. À cela s'ajoutent des contributions des États membres, dont 1 million d'euros de la Pologne, ainsi que 20 millions d'euros provenant des bénéfices de la Banque pour 2023.

Grâce à ces nouvelles contributions, le montant total des ressources allouées aux fonds fiduciaires de la CEB depuis leur création en 1995 a pour la première fois dépassé le milliard d'euros. L'UE reste le principal donateur de la CEB, avec une contribution cumulée de 763 millions d'euros, soit 75% du total. Les pays donateurs ont contribué à hauteur de 105 millions d'euros au total, la Banque apportant 147 millions d'euros supplémentaires.

Les approbations de dons ont augmenté de 132% par rapport à 2023, atteignant 72 millions d'euros en 2024,

tandis que le montant des prêts garantis par des fonds fiduciaires a presque quadruplé, pour atteindre 95 millions d'euros. Ces fortes hausses reflètent l'augmentation annuelle exceptionnelle des contributions des donateurs, et soulignent le potentiel croissant des fonds fiduciaires dans les opérations de la Banque.

La CEB se réjouit de renforcer sa coopération avec les donateurs et d'améliorer ces contributions vitales, afin de soutenir davantage de projets en faveur de personnes vulnérables à travers l'Europe. Une liste des fonds fiduciaires de la CEB est disponible sur coebank.org/fr/partnering-with-donors. Voici une sélection d'exemples illustrant l'impact positif de cette coopération.

Renforcement des centres médicaux en Türkiye

En 2024, l'UE a confié 50 millions d'euros supplémentaires à la CEB pour améliorer les centres de santé dans l'ensemble de la Türkiye, dans le cadre d'une initiative



Construction de logements dans le cadre du projet HERO.

appelée "Renforcement des infrastructures de soins médicaux pour tous" (SHIFA). La Türkiye accueille environ trois millions de réfugiés, ce qui en fait l'un des principaux pays d'accueil au monde. Le projet vise à améliorer l'accès aux services de santé dans les provinces à forte densité de réfugiés syriens à travers la Türkiye, en construisant ou en rénovant des infrastructures de santé ainsi qu'en fournissant des équipements et des kits médicaux et de kinésithérapie. Il est mis en œuvre par le ministère turc de la Santé, en coordination avec la Banque. La nouvelle contribution de 50 millions d'euros, qui financera des infrastructures sanitaires supplémentaires dans les régions touchées par les tremblements de terre, porte le montant total de la contribution de l'UE à ce projet à 140 millions d'euros.

Investir dans le logement social en République de Moldova

La CEB a obtenu un don de 6 millions d'euros pour un projet innovant de logement social en République de Moldova, qui convertira 32 bâtiments existants en logements sociaux, en maisons de retraite et en résidences étudiantes. Ce don est financé par le Partenariat pour la promotion de l'efficacité énergétique et de l'environnement en Europe orientale (ESP), un mécanisme multi-donneurs dont l'UE est le principal bailleur de fonds. Ce don est destiné à financer des investissements d'efficacité énergétique, et complète un prêt de 20 millions d'euros de la CEB et un don de 1 million d'euros du Fonds d'investissement social vert de la Banque. La CEB a également fourni une assistance technique aux autorités moldaves pour les aider à préparer le projet, qui est financé par l'Espagne par l'intermédiaire du Compte espagnol pour la cohésion sociale.

Soutenir les soins pédiatriques en Ukraine

La CEB soutient les efforts des autorités ukrainiennes pour améliorer les soins médicaux spécialisés pour les enfants et leurs mères. Le Centre ukrainien pour la maternité et l'enfance de l'Académie nationale des sciences médicales d'Ukraine est une institution nationale d'obstétrique et de néonatalogie de premier plan, basée à Kiev. Le centre nécessite des rénovations et une mise à niveau technique, en raison d'années de sous-investissement. En 2024, la Banque a approuvé deux dons d'un montant total de 350 000 euros. L'un financera des réparations urgentes comme la réfection du toit et l'installation de rampes d'accès pour les fauteuils roulants. Le second don permettra d'apporter une assistance technique aux autorités sanitaires, dans le but de préparer une

modernisation complète du centre. Les dons sont financés, respectivement, par le Fonds solidarité Ukraine et le Fonds pour les migrants et les réfugiés de la Banque. Depuis le début de son action en réponse à la guerre en Ukraine, la Banque a approuvé plus de 13 millions d'euros de dons et de garanties de prêts pour soutenir des projets liés à l'Ukraine, y compris dans les États membres voisins qui accueillent des réfugiés.

Favoriser la réconciliation en Bosnie-Herzégovine

Historiquement l'une des villes du pays à la population la plus diversifiée, Mostar reste divisée par des lignes de fracture ethniques à la suite du conflit armé qui a touché la Bosnie-Herzégovine entre 1992 et 1995. Pour réduire ces fractures et favoriser l'intégration, la Banque soutient la construction d'un centre culturel et sportif nommé "Integra". Il offrira un espace où les différents groupes ethniques pourront interagir autour d'activités civiques et récréatives.



Pour réduire ces fractures, la Banque soutient la construction d'un centre culturel et sportif nommé 'Integra'.

En 2024, la CEB a approuvé un don de 1,5 million d'euros pour le projet, provenant de son Fonds d'investissement social vert. Ce don financera des investissements d'efficacité énergétique, notamment des panneaux solaires et des systèmes de chauffage, de ventilation et de climatisation. Il complète l'assistance technique financée par l'Italie via le Fonds italien pour les projets innovants, ainsi qu'un prêt de la CEB de 12 millions d'euros en faveur du projet.

Pour en savoir plus sur les fonds fiduciaires, nos donateurs et les projets qu'ils soutiennent, voir la page [Coopérer avec des Donateurs](#) sur coebank.org.

Partenariats

Les partenariats contribuent à optimiser l'efficacité de la CEB et sont essentiels à sa mission de banque sociale de développement en Europe. Ils permettent également le partage des connaissances et des bonnes pratiques, et étayent l'action multilatérale.



Banques multilatérales de développement : de la coordination à la présidence du Groupe des Dirigeants

En 2024, les relations de la CEB avec les autres banques multilatérales de développement (BMD) s'est encore renforcée, notamment dans le cadre du Groupe des Dirigeants des BMD, dont la CEB assume la présidence en 2025.

Les partenariats avec les BMD permettent de rassembler des expertises, capacités et réseaux différents, et renforcent, au moyen de groupes de travail ou de grandes conférences, la contribution de la CEB aux efforts communs pour relever les défis mondiaux comme la lutte contre la pauvreté, l'accélération du développement inclusif et la lutte contre le changement climatique, pour lesquels les investissements dans les projets sociaux sont essentiels.

Les Dirigeants du Groupe des BMD, qui comprend les dirigeants des dix principales BMD,¹ ont réaffirmé leur engagement à collaborer et à poursuivre la réforme en réponse à l'appel lancé par le G20 en septembre 2023 pour des BMD meilleures, renforcées et plus efficaces. Un mois plus tard, les Dirigeants des BMD se sont engagés, dans une déclaration commune, à "agir ensemble en tant que système" pour avoir un plus grand impact.

Puis, en avril 2024, les Dirigeants du Groupe des BMD ont publié une note de perspective exposant les principaux résultats attendus d'une action conjointe et coordonnée, notamment en ce qui concerne l'élargissement des capacités de financement, l'adoption d'approches communes pour mesurer les résultats climatiques, le renforcement de la collaboration et du cofinancement au niveau des pays,

1. Banque africaine de développement, Banque asiatique de développement (BAD), Banque asiatique de développement des infrastructures (AIIB), Banque de Développement du Conseil de l'Europe (CEB), Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), Banque européenne d'investissement (BEI), Banque interaméricaine de développement (BID), Banque islamique de développement (BIsD), Nouvelle banque de développement, Groupe Banque mondiale.

l'harmonisation des approches en matière de passation de marchés, et bien plus encore. Les Dirigeants des BMD ont informé le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, et les délégués des Nations Unies de leurs projets dans le cadre du Sommet de l'avenir qui s'est tenu à l'Assemblée générale de l'ONU en septembre 2024.

En novembre 2024, ils ont accueilli la "Feuille de route du G20", qui présente une vision globale de la poursuite des réformes des BMD pour relever les défis régionaux et mondiaux, créer davantage d'emplois et d'opportunités, et soutenir les efforts visant à accélérer les progrès vers les ODD et la réalisation de l'Accord de Paris.

Cette coopération plus étroite entre les BMD porte ses fruits, notamment en ce qui concerne les financements pour le climat, les indicateurs climatiques et les plateformes nationales, comme le souligne une déclaration conjointe des BMD lors de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP29) à Bakou en novembre 2024. Les BMD ont déjà atteint un niveau record de financement climatique en 2023, avec le déblocage de 125 milliards de dollars US pour l'action climatique dans le monde, doublant ainsi le montant de 2022. En 2024, les BMD ont estimé que, d'ici à 2030, 170 milliards de dollars de financement climatique seraient disponibles chaque année, dont 120 milliards pour les pays à revenu faible ou intermédiaire. L'importance croissante accordée à la qualité et à l'impact systémique de ces financements a également conduit les BMD à publier une approche commune sur la mesure des résultats climatiques, ainsi qu'une note sur le

potentiel du développement de plateformes nationales pour l'action climatique.

La collaboration des BMD s'étend également à d'autres questions sociales pressantes. Ainsi, en novembre, la CEB s'est jointe à d'autres BMD pour publier une déclaration marquant la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes. La coopération avec les BMD, mais aussi avec les banques nationales et régionales de développement et les institutions internationales partenaires, a continué d'accroître les possibilités de cofinancement de projets.

La CEB a clôturé l'année 2024 sur une note positive, en assumant la présidence du Groupe des Dirigeants des BMD à partir de décembre. L'objectif sera de faire progresser le programme de réforme des BMD à la lumière de la feuille de route du G20, tout en menant le dialogue des BMD avec le gouvernement d'Afrique du Sud, qui assure la présidence du G20 en 2025.

Union européenne, InvestEU et autres initiatives européennes

Le partenariat de longue date de la CEB avec l'Union européenne (UE) est d'une importance stratégique pour renforcer la cohésion sociale et construire des sociétés plus inclusives.

La collaboration de la Banque avec l'UE dans le cadre du Programme InvestEU a continué de se renforcer et de s'étendre en 2024, générant un financement global de la CEB de 466 millions d'euros en faveur du logement social, de la



Gouverneur Monticelli participe à une réunion d'InvestEU à Bruxelles.

santé, de l'éducation et de la formation, de la microfinance et des entreprises sociales. Avec le cofinancement de l'UE, le total des investissements a donc été d'environ 930 millions d'euros, soutenus par l'**accord de garantie InvestEU** que la Banque a signé avec la Commission européenne en 2022. La CEB a reçu un don supplémentaire de 5 millions d'euros pour soutenir ses activités de renforcement des compétences dans le cadre de la **Plateforme de conseil InvestEU**, qui s'appuient sur le travail entamé en 2023 grâce à un premier financement de 10 millions d'euros. Ce partenariat à double volet permet à la CEB un accès plus large et varié au financement et à l'assistance technique pour ses projets.

Par exemple, la microfinance et les entreprises sociales représentent un secteur de plus en plus important pour les groupes vulnérables n'ayant pas accès au crédit des banques commerciales et sont au cœur du partenariat de la Banque avec InvestEU et de son Cadre Stratégique 2023-2027. Grâce au soutien d'InvestEU, deux opérations-cadres ont été mises en place pour aider la Banque à intensifier son soutien à la microfinance et au financement de l'économie sociale, en augmentant le nombre de prêts et leurs montants dans les États membres de l'UE de la CEB. Huit prêts de la CEB (en Belgique, Bulgarie, France, Italie, Pays-Bas et Roumanie) ont été approuvés au titre de ces opérations-cadres.

Dans le cadre du volet "Investissement social et compétences" d'InvestEU, outre les opérations-cadres, six prêts de la CEB pour des projets en France, en Espagne, en Irlande et en Roumanie ont été approuvés par le Comité d'investissement d'InvestEU. Ceux-ci couvrent les secteurs du logement social et abordable, de l'éducation, de l'emploi et des compétences, ainsi que de la santé. L'approche unique de la garantie InvestEU permet également à la CEB d'étendre son financement à de nouveaux types de partenaires qui pourraient d'ordinaire ne pas être éligibles à ses prêts (pour des exemples, voir [Le Cadre Stratégique en action : Projets approuvés en 2024](#)).

Depuis qu'elle a rejoint la Plateforme de conseil InvestEU en janvier 2023, la CEB a approuvé 23 projets d'assistance technique, pour un montant de 5,1 millions d'euros – dont 18 projets approuvés en 2024, pour un total de 2,2 millions d'euros. La forte demande des clients a permis à la CEB de distribuer 78% du budget disponible en seulement deux années de mise en œuvre, apportant ainsi un soutien essentiel à la préparation et à la mise en œuvre des projets. Les projets approuvés couvrent une variété de secteurs, dont le logement, la santé et la microfinance, et sont répartis dans 11 États membres européens, la Bulgarie, la Croatie et l'Italie

accueillant le plus grand nombre de projets. Le programme s'est forgé une solide réputation, suscitant l'intérêt des clients actuels et potentiels de la CEB.

Le **sans-abrisme** est une source de préoccupation croissante en Europe, où il a augmenté de 80% depuis 2015, selon [un nouveau document de travail de la CEB](#) (voir [Connaissances sociales et nouvelles publications](#)). La Banque collabore activement avec les membres de la Plateforme européenne de lutte contre le sans-abrisme (EPOCH) pour recenser les options de financement et développer des projets, dans le cadre d'un groupe de travail coprésidé par la Commission européenne. En décembre, la CEB et le Conseil de l'Europe ont conjointement organisé une conférence sur la lutte contre le sans-abrisme au moyen de l'investissement social.

La CEB a accueilli la réunion annuelle du **Network on Effective Learning Environment** en mars 2024, qui rassemble des experts en éducation des principales institutions financières européennes pour échanger des informations sur le financement des projets éducatifs et identifier les potentiels domaines de collaboration (voir [Connaissances sociales et nouvelles publications](#)). Lors de cet événement, l'UE a accordé un don de 1,4 million d'euros au Réseau universitaire de formation des enseignants, que la CEB a contribué à mettre en place.

Engagement plus large

La Banque a continué de jouer un rôle actif au sein du **Sommet Finance en Commun (FiCS)**, une coalition mondiale créée en 2020 pour renforcer la coopération entre les banques publiques de développement du monde, notamment les banques commerciales nationales et les BMD, dans la perspective de l'Agenda 2030 pour le développement durable et de l'Accord de Paris sur le climat. En 2024, la Coalition pour l'investissement social, que la CEB codirige avec l'Agence française de développement (AFD), a lancé un nouveau groupe de travail pour [maximiser l'impact social du financement des banques publiques de développement \(BPD\) pour des transitions justes](#). Le groupe de travail comprend d'autres BMD, des agences des Nations Unies et des agences de développement. Son objectif est de collaborer avec les pays pour identifier les possibilités de cofinancement d'investissements sociaux.

La CEB a renforcé son partenariat avec le **HCR** en 2024, en présentant des solutions inclusives de financement axées sur les réfugiés dans le cadre d'un atelier organisé par le HCR Europe au Portugal, ainsi qu'en participant à un événement "de ville à ville" à Rome, destiné faciliter l'échange

d'expériences et d'informations entre les autorités locales sur l'intégration des réfugiés.

La CEB a poursuivi son soutien actif à la **microfinance**, en accueillant une conférence sur la "Microfinance: Views from Providers in CEB Member States" ("Microfinance : point de vue des financeurs dans les États membres de la CEB") en juin. La CEB s'est exprimée sur la question à plusieurs reprises au cours de l'année, notamment lors d'un événement marquant la Journée européenne de la microfinance en décembre et lors du 19ème Forum mondial annuel de la microfinance organisé par Uniglobal en mars. Elle a également publié une étude pour alimenter la discussion sur la manière d'aider la microfinance à atteindre son potentiel en Europe (voir Connaissances sociales et nouvelles publications).

En 2024, la CEB a continué à s'engager avec l'AFD, la Chambre de commerce internationale (CCI), l'Agence internationale de l'énergie (AIE), l'OCDE, l'UNESCO et l'OIF - Organisation internationale de la Francophonie dans le cadre du Dialogue de Paris, une initiative lancée en 2023 pour promouvoir le développement durable. Lors du Forum de Paris sur la paix, outre l'approbation de la feuille de route du Dialogue de Paris,

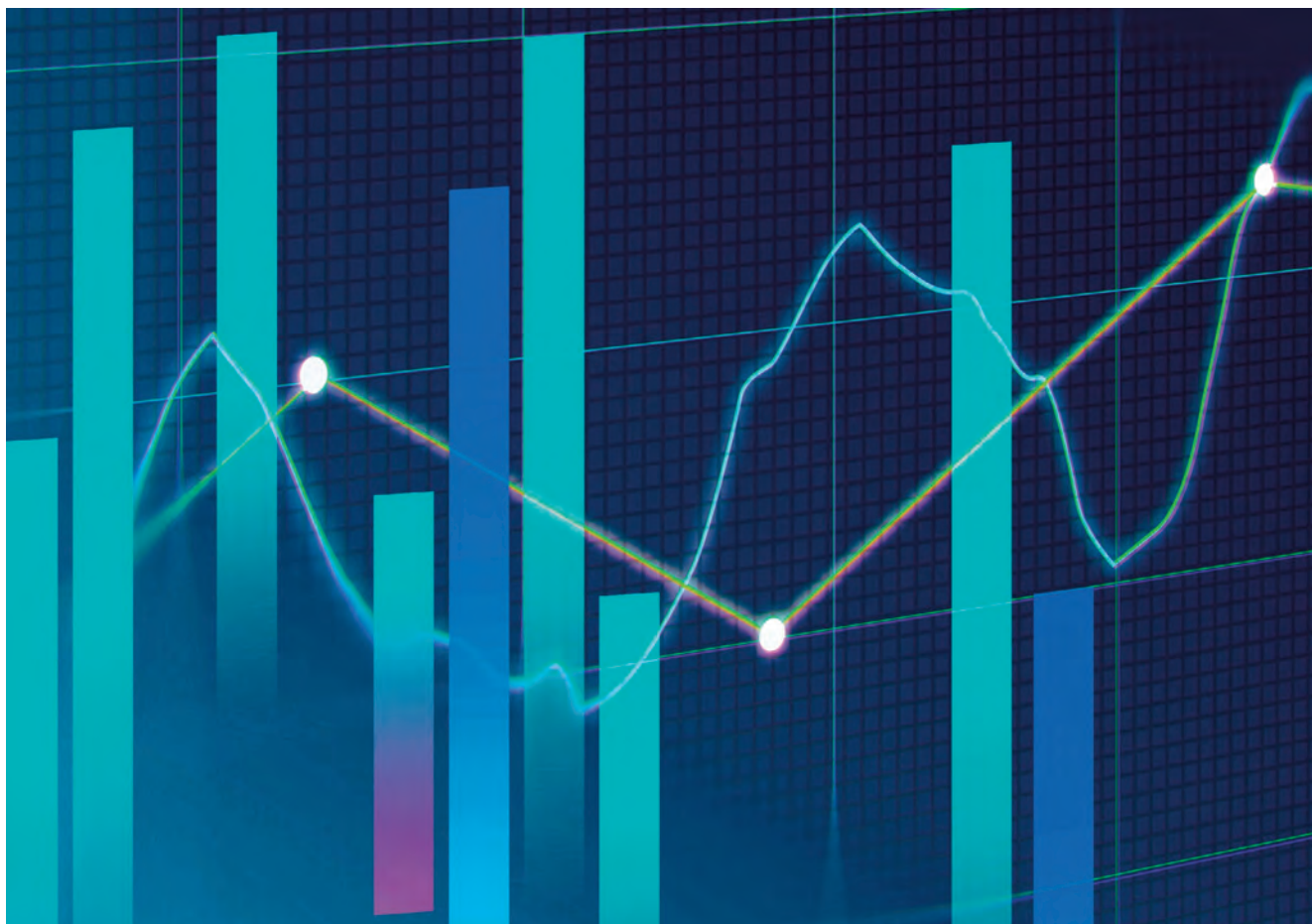
les dirigeants des institutions ont convenu de contribuer ensemble au programme mondial de financement du développement, et notamment à la quatrième Conférence internationale sur le financement du développement.



La CEB en 2024

Activités financières

L'environnement incertain et quelque peu difficile qui a caractérisé les marchés financiers internationaux en 2023 s'est poursuivi en 2024. L'inflation en Europe a globalement diminué et les banques centrales ont adopté des positions monétaires moins restrictives, en partie pour stimuler la croissance économique. Toutefois, à la fin de l'année, certains signes d'inflation sont réapparus, ce qui, associé à des tensions géopolitiques et à des tendances au protectionnisme, a rendu les conditions de marché plus difficiles. Néanmoins, la CEB a été en mesure d'obtenir les fonds nécessaires au financement de ses activités, tout en honorant ses échéances de remboursement de dettes et en maintenant ses liquidités.



Portefeuilles de trésorerie

Les actifs du bilan de la Banque comprennent quatre portefeuilles de trésorerie - un portefeuille monétaire et trois portefeuilles de titres pour la liquidité à court, moyen et long terme :

- **Le Portefeuille monétaire est composé de placements à court terme ayant une maturité inférieure ou égale à un an.** L'objectif de ce portefeuille est d'assurer la gestion quotidienne des flux de trésorerie dans toutes les devises concernées. Les placements à court terme dont la maturité est inférieure ou égale à trois mois doivent avoir pour note minimale BBB+ au moment de l'achat. Les placements à court terme dont la maturité est comprise entre trois mois et un an doivent être notés au moins A- à la date d'achat. Au 31 décembre 2024, la valeur totale des placements à court terme de ce portefeuille était de 6 789 millions d'euros.
- **Le Portefeuille de titres de liquidité à court terme se compose de titres à court terme dont la maturité est inférieure ou égale à un an.** Alternative aux dépôts bancaires, ces titres complètent le Portefeuille monétaire en renforçant la position de liquidité à court terme de la Banque. La note minimale exigée à la date d'achat est BBB pour les obligations souveraines à court terme dont l'échéance est inférieure ou égale à trois mois, et A- pour les titres dont la maturité est comprise entre trois mois et un an. Au 31 décembre 2024, la valeur de marché totale des titres à court terme de ce portefeuille s'élevait à 1 544 millions d'euros.
- **Le Portefeuille de titres de liquidité à moyen terme se compose de placements en valeurs mobilières dont la maturité est comprise entre 1 et 15 ans.** L'objectif de ce portefeuille est de renforcer la position de liquidité de la Banque, tout en dégagant un rendement satisfaisant. Les titres à moyen terme doivent avoir une notation minimale de A+ à la date d'achat. Au 31 décembre 2024, la valeur de marché totale des titres de ce portefeuille s'élevait à 1 728 millions d'euros.
- **Le Portefeuille de titres de liquidité à long terme se compose de placements en valeurs mobilières dont la maturité est comprise entre 1 et 30 ans.** Les titres de ce portefeuille sont principalement destinés à fournir à la Banque des produits d'intérêt stables. Ils doivent avoir pour note minimale A+ à la date d'achat. Au 31 décembre 2024, la valeur totale des titres de ce portefeuille s'élevait à 2 341 millions d'euros.

Produits dérivés

Conformément à la Politique financière et de gestion des risques adoptée par le Conseil d'administration de la CEB, la Banque utilise des produits dérivés dans le but de couvrir les risques de marché résultant de ses opérations de prêt, d'investissement et de financement. Au 31 décembre 2024, la ventilation des produits dérivés par type de couverture était de 54,3% pour les émissions obligataires, 39,9% pour les prêts et 5,8% pour les titres détenus par la Banque. Afin de se prémunir des risques inhérents à chacun de ces instruments financiers, la Banque a mis en place une politique de gestion des risques rigoureuse, dont les principes sont présentés dans la Note B du [Rapport financier](#) annuel.

Financement de l'activité en 2024

Opérations d'emprunt

La CEB émet des obligations sur les marchés de capitaux internationaux dans le cadre de l'autorisation d'emprunt annuelle fixée par le Conseil d'administration. La Banque a emprunté un total de 6,23 milliards d'euros, soit 88,9% de l'autorisation d'emprunt de d'un montant de 7 milliards d'euros pour 2024, son deuxième volume d'emprunt le plus élevé après le montant de 6,98 milliards d'euros pour 2023. Ce montant a été financé par le biais de 17 émissions obligataires d'une durée d'un an ou plus, et libellées dans sept devises différentes. La notation triple A de la Banque a été confirmée au cours de l'année, les principales agences de notation citant, entre autres facteurs, la solidité de sa structure de capital et le soutien de ses actionnaires, ses excellents antécédents en tant qu'émetteur obligataire et son rôle "renforcé" en tant que banque à vocation sociale (voir les [résumés des notations de crédit](#)).

Le programme de financement 2024 répondait à trois objectifs principaux :

- couvrir les besoins induits par l'activité de prêt de la Banque
- permettre à la Banque d'honorer ses échéances de remboursement de dettes, et
- permettre à la Banque de maintenir ses liquidités au niveau fixé par ses organes directeurs.

Pour aider à assurer le financement nécessaire à ses activités, la Banque continue de combiner des opérations de taille, dites de référence (benchmark) dans les principales devises, s'adressant un large panel d'investisseurs institutionnels, avec des émissions obligataires relativement plus petites dans une devise donnée ou structurées pour répondre à des demandes particulières d'investisseurs.¹ En outre, cette stratégie permet à la Banque de diversifier les marchés sur lesquels elle finance ses activités et d'élargir sa base d'investisseurs.

En 2024, 51,8% des fonds levés par la CEB étaient libellés en euro (EUR), 36,9% en dollar américain (USD), 5,8% en dollar australien (AUD), 2,9% en livre sterling (GBP), 1,4% en couronne norvégienne (NOK), 0,8% en dollar de Hong Kong (HKD) et 0,4% en yuan chinois délocalisé (CNY) - reflétant la fixation du prix en février d'un placement privé de 200 millions de CNY à trois ans, marquant l'entrée de la CEB sur ce marché.

Pour la première fois, la CEB a augmenté trois des quatre transactions de référence au-delà de la barre traditionnelle d'un milliard, en EUR et en USD. Huit transactions en EUR ont été effectuées, dont une émission de référence à dix ans de EUR 1,5 milliard en janvier et une émission de référence d'obligations d'inclusion sociale à sept ans de EUR 1,25 milliard en avril. En outre, une émission de référence à cinq ans d'un montant de USD 1,5 milliard a été émise en janvier, et une émission de référence d'obligations d'inclusion sociale à trois ans d'un montant de USD 1 milliard a été émise en juin 2024.

En conséquence, l'EUR et l'USD ont représenté 88,7% du volume total de financement, contre 72,2% en 2023, la troisième devise la plus importante en termes de volume étant l'AUD cette année. En GBP, la CEB a rouvert des lignes existantes à deux reprises au cours de l'année.

Outre les émissions de référence SIB en USD et en EUR, la CEB a émis une première ligne de référence SIB de AUD 600 millions en avril et a par ailleurs ses émissions SIB au marché de la couronne norvégienne, en émettant une nouvelle ligne de référence SIB de NOK 1 milliard en janvier 2024.



La CEB a émis 2,8 milliards d'euros d'obligations d'inclusion sociale en 2024 et a franchi le cap des 10 milliards d'euros d'Obligations d'inclusion sociale émises depuis leur création en 2017

Dans l'ensemble, la CEB a émis 2,8 milliards d'euros d'obligations d'inclusion sociale en 2024, battant le record de 2,3 milliards d'euros d'émissions de SIB de la CEB établi en 2023, et le montant le plus important émis au cours d'un exercice, représentant plus de 40% du volume d'emprunt de la Banque. La CEB a également franchi le cap des 10 milliards d'euros d'Obligations d'inclusion sociale émises depuis la mise en place du Cadre des obligations d'inclusion sociale de la CEB en 2017 (voir la [page web du rapport sur les SIB](#)).

Après prise en compte des swaps, le montant total des fonds empruntés a été libellé en euros.

1. Les émissions benchmark sont des émissions de grande taille : sur les marchés de l'EUR et de l'USD, les émissions benchmark sont généralement d'une valeur de 1 milliard ou plus ; sur le marché de la GBP, les transactions égales ou supérieures à GBP 250 millions sont considérées comme des émissions benchmark.

Emprunts lancés en 2024

Date de versement	Date de maturité	Devise	Durée (en années)	Montant nominal (en millions)	Chef(s) de file
1/11/2024	1/11/2034	EUR	10	1 500	BofA/BNPP/DB/GS
1/17/2024	1/17/2033	EUR	9	50	BofA
1/17/2024	1/17/2029	NOK	5	1 000	SEB
1/24/2024	1/24/2029	USD	5	1 500	Barclays/Citi/JPM/MS
1/25/2024	3/10/2027	EUR	3	100	Daiwa
2/5/2024	2/5/2027	CNY	3	200	Nomura
3/1/2024	3/2/2026	HKD	2	200	Daiwa
3/8/2024	3/8/2026	EUR	2	100	MS
3/12/2024	3/12/2026	HKD	2	200	Nomura
4/3/2024	4/3/2029	AUD	5	600	DB/Nomura/RBC
4/16/2024	4/16/2031	EUR	7	1 250	BofA/CACIB/HSBC/ING
4/23/2024	4/9/2027	EUR	3	125	MS
4/25/2024	4/9/2027	EUR	3	50	MS
6/11/2024	6/11/2027	USD	3	1 000	Citi/JPM/Nomura/SG
7/16/2024	3/16/2026	GBP	2	25	HSBC
10/17/2024	4/15/2028	EUR	4	50	Rabobank
10/28/2024	3/16/2026	GBP	2	125	Citi

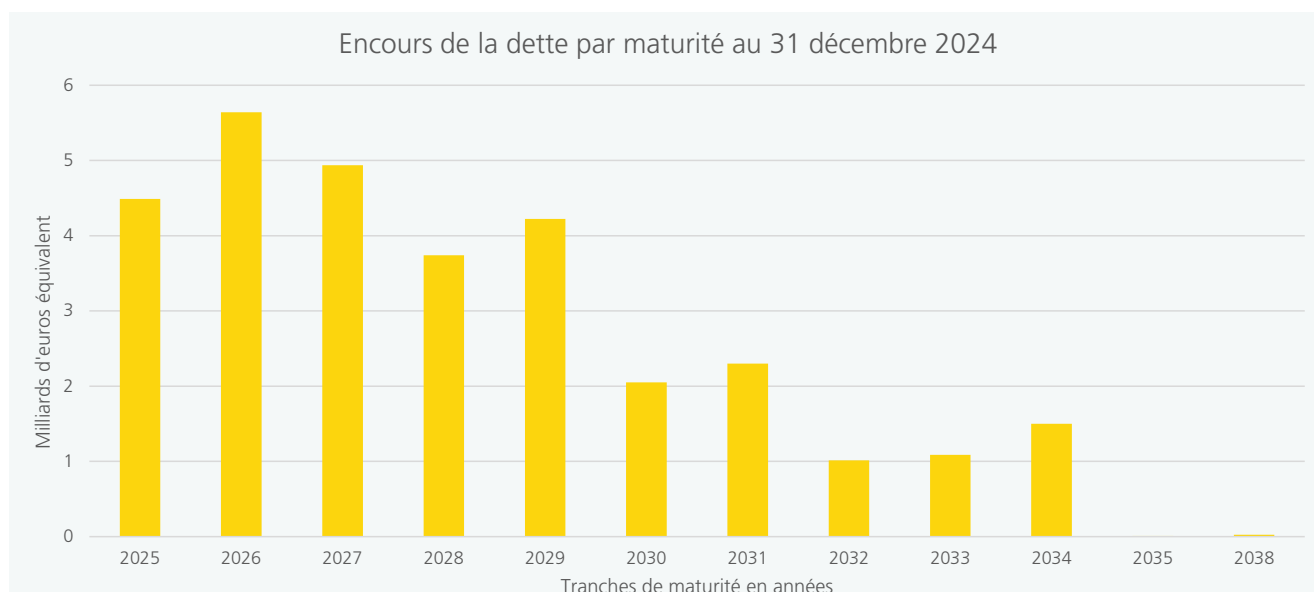
La durée moyenne des émissions lancées dans le cadre de l'autorisation d'emprunt pour 2024 était de 6,07 ans, soit un peu plus qu'en 2023. Le tableau reprend le détail des fonds levés dans leur devise d'origine.

En 2024, 74,4% des émissions du programme d'emprunt avaient des échéances d'environ cinq ans ou plus, soit une légère hausse par rapport à 61,5% en 2023. Cela permet d'assurer le refinancement des prêts de la Banque et d'éviter les décalages de trésorerie dans les années à venir.

Évolution de la dette

Au 31 décembre 2024, l'encours de la dette représentée par les titres, hors intérêts exigibles, s'élevait à 31 milliards d'euros, contre 28,9 milliards d'euros en fin d'année précédente.

En 2024, la Banque n'a pas procédé au rachat de sa dette à long terme ni effectué de remboursements anticipés. La ventilation de la dette en fonction de l'échéance est illustrée dans le graphique ci-dessous.



Lectures complémentaires

Pour plus d'informations sur les activités financières de la CEB, voir le Rapport financier 2024 : <https://coebank.org/fr/news-and-publications/ceb-publications/ceb-rapport-financier-2024/>

Les Rapports financiers des exercices précédents sont archivés par année sur : coebank.org/fr/news-and-publications/ceb-publications/

Pour les rapports annuels de la CEB sur les Obligations d'inclusion sociale et d'autre informations financières, voir : coebank.org/fr/investor-relations/

Gouvernance

Structure de gouvernance et Management

La CEB est une institution multilatérale dont la gouvernance est assurée par les quatre organes suivants :

- Conseil de direction
- Conseil d'administration
- Gouverneur
- Comité de surveillance

Le Conseil de direction et le Conseil d'administration se réunissent tous les ans au cours d'une Réunion Commune au cours de laquelle ils discutent des priorités stratégiques et politiques de la Banque. En règle générale, la Réunion Commune est organisée dans l'un des pays membres de la Banque : en 2024, elle s'est tenue en Islande (voir [Réunion Commune](#)).

Conseil de direction

Le Conseil de direction est la plus haute autorité des quatre organes de gouvernance de la CEB ; il définit l'orientation générale de l'activité de la Banque, fixe les conditions d'adhésion à la Banque, décide des augmentations de capital et approuve le rapport annuel, les comptes et le bilan général de la Banque. Il est composé d'un président et d'un représentant de chacun des 43 États membres ([voir liste](#)). Le Conseil de direction élit son propre président ainsi que le président du Conseil d'administration, et nomme le Gouverneur, les Vice-Gouverneurs et les membres du Comité de surveillance.

Président : **Harry Alex Ruzs**, Hongrie

Conseil d'administration

Le Conseil d'administration exerce les pouvoirs qui lui sont délégués par le Conseil de direction, notamment en matière d'élaboration et de supervision des politiques opérationnelles et d'approbation des projets d'investissement soumis par les gouvernements des États membres de la Banque. Il vote également le budget de fonctionnement de la Banque. Le conseil d'administration est composé d'un président et d'un représentant de chaque État membre ([voir liste](#)).

Présidente : **Wioletta Barwicka-Lofthouse**, Pologne

Gouverneur

Le Gouverneur est le représentant légal de la Banque et, en tant que chef des services opérationnels de la Banque, il gère les affaires courantes conformément aux directives du Conseil d'administration. Le Gouverneur examine les aspects techniques et financiers des demandes de financement soumises à la Banque avant de les transmettre au Conseil d'administration. Dans le cadre des relations étroites que la Banque entretient avec le Conseil de l'Europe, le Gouverneur a des échanges annuels avec le Comité des Ministres et informe l'Assemblée parlementaire (APCE).

Gouverneur : **Carlo Monticelli**, Italie

Le Gouverneur est assisté de trois **Vice-Gouverneurs** :

Tomáš Boček, République tchèque, responsable des Pays du Groupe Cible ; **Sandrine Gaudin**, France, responsable de la Stratégie financière ; **Johannes M. Böhmer**, Allemagne, responsable de la Stratégie de développement social ([voir la page Internet du Gouverneur](#)).

Comité de surveillance

Le Comité de surveillance certifie l'exactitude des comptes annuels de la CEB après leur examen par un auditeur externe. Il est composé de trois membres nommés par le Conseil de direction, sur la base d'un système de rotation adopté, et d'un conseiller spécial :

Barbora Janíčková, République tchèque ; **Fatos Beqja**, Albanie ; **Samir Bakić**, Bosnie-Herzégovine, **Lucia Kašiarová**, République slovaque (conseillère spéciale). Voir [page Internet](#).

Le secrétariat des organes de direction, d'administration et de contrôle de la CEB est assuré par le **Secrétariat de l'Accord partiel sur la Banque de Développement du Conseil de l'Europe**.

Cheffe du Secrétariat de l'Accord Partiel : **Christiane Schimeck**

Secrétaire exécutif des organes : **Sixto Molina**

Pour plus de détails, voir coebank.org/en/about/structure-management/

Organigramme

En vigueur le 1 mars 2025



Carlo Monticelli
Gouverneur



Tomáš Boček
Vice-Gouverneur
Pays du Groupe Cible



Sandrine Gaudin
Vice-Gouverneure
Stratégie Financière



Johannes M. Böhmer
Vice-Gouverneur
Stratégie de
Développement Social



Stefania Bazzoni
Directrice du Bureau
Exécutif, Directrice
de Cabinet



Vitomir Miles Raguz
Chef du Bureau des
Relations Européennes



Lisa Kiernan
Directrice
de l'Audit Interne



Katherine Delikoura
Directrice du Contrôle
de la Conformité



Elif Timur
Cheffe du Bureau de
l'évaluation
indépendante



Cristian Tabacaru
Directeur des Prêts
& du Développement
Social



Tanja Faller
Directrice de la Préparation
& du Suivi Techniques



**Jacques
Mirante-Péré**
Directeur Financier



Rafael Ruisanchez
Directeur du Risque
& du Contrôle



**Sofie De Beule-
Roloff**
Directrice des Services
Corporate



Jan De Bel
General Counsel
Affaires Juridiques



Représentants des pays membres de la CEB à la Réunion Commune en Islande, juin 2024.

Réunion Commune de la CEB 2024

La gestion des risques de catastrophe, le changement climatique et la transition juste ont été au cœur des discussions de la 57ème Réunion Commune annuelle de la CEB, qui s'est tenue à Reykjavik en Islande, du 6 au 9 juin 2024.

Cette réunion annuelle, qui représente un moment important dans le calendrier de la CEB, rassemble les membres du Conseil de direction, du Conseil d'administration, le Gouverneur et le Management de la CEB pour discuter des priorités de la Banque.

Le ministre islandais des Finances et des Affaires économiques, Sigurður Ingi Jóhannsson, a accueilli les participants en déclarant que son pays était fier d'avoir été l'un des huit membres fondateurs de la Banque de Développement du Conseil Europe en 1956 (voir extrait ci-dessous).

Bjørn Berge, Secrétaire général adjoint du Conseil de l'Europe, Harry Alex Rusz, Président du Conseil de direction de la CEB, Wioletta Barwicka-Lofthouse, Présidente du Conseil d'administration de la CEB, et Carlo Monticelli, Gouverneur de la CEB, ont chacun prononcé un discours d'ouverture.

Les participants ont réaffirmé leur soutien à l'Ukraine et ont exprimé leur solidarité avec l'Islande dans la situation de crise suivant les éruptions volcaniques qui ont affecté l'île, entraînant des évacuations et la destruction d'habitations. Huit nouveaux prêts ont été approuvés lors de cette réunion, pour un total de 1,1 milliard d'euros, dont un prêt de 150 millions d'euros à l'Islande pour appuyer les mesures d'urgence et d'aide prises par le gouvernement.

Les participants à la Réunion Commune ont eu l'occasion de visiter la centrale géothermique islandaise d'Hellisheidi, un projet de Reykjavik Energy que la CEB a contribué à financer

en 2007, qui dessert Reykjavik et la région environnante, soit plus de la moitié de la population du pays.

La Réunion Commune a été précédée par la remise du Prix CEB pour la cohésion sociale 2024 (voir section suivante).

Les discours sont disponibles sur le site <https://coebank.org/fr/>, rubrique Actualités et Publications > Réunions Communes de la CEB

Extrait des allocutions d'ouverture

Sigurður Ingi Jóhannsson, ministre des Finances et des Affaires économiques, Islande

"L'Islande est fière d'avoir été l'un des huit membres fondateurs de la Banque de Développement du Conseil de l'Europe en 1956. [...] L'engagement en faveur de l'inclusion sociale et de la résilience est profondément lié à la gestion et à la réponse aux risques de catastrophes, dont la Banque a fait l'une de ses priorités depuis l'origine. À l'avenir, les catastrophes mondiales pourraient augmenter de 40% au cours des prochaines années. [...]"

Le rôle de la Banque de Développement du Conseil de l'Europe en matière de réponse aux catastrophes et de reconstruction continue d'être très important.

Nous l'avons constaté directement en Islande.

[...] En cette période difficile pour Grindavik, la Banque de Développement du Conseil de l'Europe a été la première institution financière internationale à tendre une main secourable, proposant un financement crucial pour faire face aux événements volcaniques actuels et soutenant les mesures de reconstruction du gouvernement.

Voir le [discours d'ouverture complet](#) du ministre des Finances Jóhannsson.

Intégrité et conformité

Le Bureau de la Directrice du Contrôle de la Conformité (Bureau de la Conformité, ou BDCC) préserve l'intégrité et la réputation de la Banque. "Deuxième ligne de défense" de la CEB, il veille à ce que les normes de conformité qu'il définit et supervise soient respectées dans l'ensemble des opérations de la Banque. En 2024, le Bureau de la Conformité a mis à jour le cadre de conformité de la CEB pour établir une "[Politique d'intégrité et de conformité de la CEB](#)", qui définit les objectifs et les principes de la Banque en matière de conformité, le mandat et la mission du Bureau, ainsi que le rôle du Comité de conformité.

Le Bureau de la Conformité a entrepris plus de 450 évaluations des risques de conformité en 2024, notamment pour tous les nouveaux projets et contreparties de trésorerie, ainsi que des exercices de *due diligence* (diligence raisonnable) pour les émissions d'obligations mondiales. Il a également renforcé ses procédures de traitement des plaintes et son architecture globale en matière de responsabilité. En ce qui concerne la protection des données, toutes les mesures nécessaires ont été prises pour veiller à ce que la Banque respecte les réglementations en la matière, notamment dans le domaine de la conservation des données.

En 2024, la CEB n'a pas rencontré d'incident majeur de cybersécurité malgré le niveau de menace élevé présenté par les Jeux olympiques de Paris, grâce à une collaboration à l'échelle de l'organisation, et à une gestion proactive de la sécurité informatique.

Des formations internes, des cours d'initiation pour les nouveaux arrivants, des ateliers de perfectionnement pour les cadres intermédiaires, des sessions sur mesure pour les directeurs et des réunions du personnel ont été organisées. Celles-ci portaient notamment sur les pays en guerre ou en conflit et sur les situations post-conflit, ainsi que sur les risques de cybersécurité liés à l'intelligence artificielle.

La CEB est devenue observateur du [Réseau des mécanismes de responsabilité indépendants \(IAMNet\)](#), qui se consacre au renforcement des capacités institutionnelles en matière de responsabilité et de conformité pour améliorer la gouvernance d'entreprise et ses effets sur le développement. Le BDCC a été nommé pour le prix "Small Compliance Team of the Year - Financial Services" de l'International Compliance Association, et a été classé deuxième parmi les banques multilatérales de développement européennes.

Audit Interne

Le Bureau de l'Audit Interne est une fonction permanente du système de contrôle interne de la CEB. Il fournit au Gouverneur des services de contrôle et de conseil indépendants et objectifs, destinés à améliorer les opérations de la CEB.

En tant que "troisième ligne de défense", l'Audit Interne aide la CEB à accomplir ses objectifs par le biais d'une analyse systématique pour évaluer la qualité et l'efficacité des processus de gestion des risques, de contrôle et de gouvernance. L'Audit Interne doit rester impartial et ne prend donc part à aucune des activités opérationnelles de la CEB.

Une Charte d'audit interne définit l'objectif et le statut de la fonction d'Audit Interne. L'Audit Interne adhère à l'ensemble des éléments obligatoires du Cadre de référence international des pratiques professionnelles de l'Institute of Internal Auditors (voir www.theiia.org).

Évaluation indépendante

Le Bureau de l'évaluation indépendante (IEV)¹ contribue à l'apprentissage institutionnel et à la redevabilité de la CEB en réalisant des évaluations de certaines activités pour déterminer si elles ont atteint les résultats escomptés en matière de développement social. Les activités d'évaluation indépendante de la Banque visent à mettre en évidence les domaines à améliorer et dans lesquels innover, ainsi qu'à communiquer les conclusions des évaluations et les leçons tirées aux parties prenantes internes et externes.

En 2024, l'IEV a réalisé quatre évaluations parallèles par pays, ciblées sur l'engagement de la CEB auprès des prestataires de microfinance en Bosnie-Herzégovine, en Espagne, en Géorgie et en Italie. Ces évaluations ont souligné la pertinence de la Banque et la valeur ajoutée de l'augmentation de ses prêts aux prestataires de microfinance en tant que secteur d'action spécifique. Les résultats de l'évaluation ont démontré l'efficacité de ces prêts dans le soutien aux groupes vulnérables et défavorisés, en particulier les ménages à faible revenu et les microentreprises. L'évaluation recommandait que la Banque renforce l'élaboration et le suivi de ses programmes de prêts en faveur de la microfinance, en définissant des objectifs et des indicateurs sociaux plus spécifiques et axés sur les résultats.

En 2024, la CEB a publié "[Improving energy efficiency in housing : why evaluation matters](#)", qui souligne l'importance de l'évaluation systématique des programmes d'efficacité énergétique financés par des fonds publics dans le secteur du

1. Le Bureau anciennement connu sous le nom d'EVO a été rebaptisé IEV avec l'adoption de la Politique d'évaluation de la CEB en janvier 2025.

logement, afin d'améliorer leur impact environnemental et social (voir [Connaissances sociales et nouvelles publications](#)).

Durabilité

La durabilité est au cœur du mandat social de la CEB, ce qui vise à garantir un impact positif durable sur la société, en particulier les plus vulnérables, et sur la planète. Elle reflète une vision stratégique intégrée à la fois dans les activités principales de la Banque et dans son fonctionnement interne.

En 2024, les principales initiatives visant à renforcer l'impact social comprenaient l'application d'un "prisme de vulnérabilité" aux nouvelles approbations de prêts, le renforcement de l'approche de la Banque en matière d'égalité des genres et le soutien à l'inclusion financière grâce à des partenariats tels qu'InvestEU. À compter de 2024, toutes les opérations nouvellement approuvées sont alignées sur les objectifs de l'Accord de Paris, avec des évaluations systématiques du risque et de l'impact climatiques.

La CEB contribue à l'Agenda 2030 des Nations Unies en soutenant ses États membres dans la poursuite de leurs priorités nationales en matière de développement durable ([Programme de développement durable à l'horizon 2030](#)). Avoir un impact plus important, notamment sur le développement durable et l'action climatique en œuvrant ensemble en tant que système est l'objectif essentiel des Dirigeants du Groupe des banques multilatérales de développement (BMD), dont la CEB a assumé la présidence en décembre 2024 (voir [Partenariats](#)).

En ce qui concerne le financement sur les marchés, les Obligations d'inclusion sociale, marque de fabrique de la CEB, ont dépassé le cap des 10 milliards d'euros d'émissions totales depuis leur création en 2017. Elles ont également représenté plus de 40% de son volume d'emprunt 2024, soit le montant le plus élevé émis au cours d'un seul exercice et une nouvelle preuve du rôle de pionnier de la Banque en matière d'investissements sociaux (voir [Activités financières](#)).

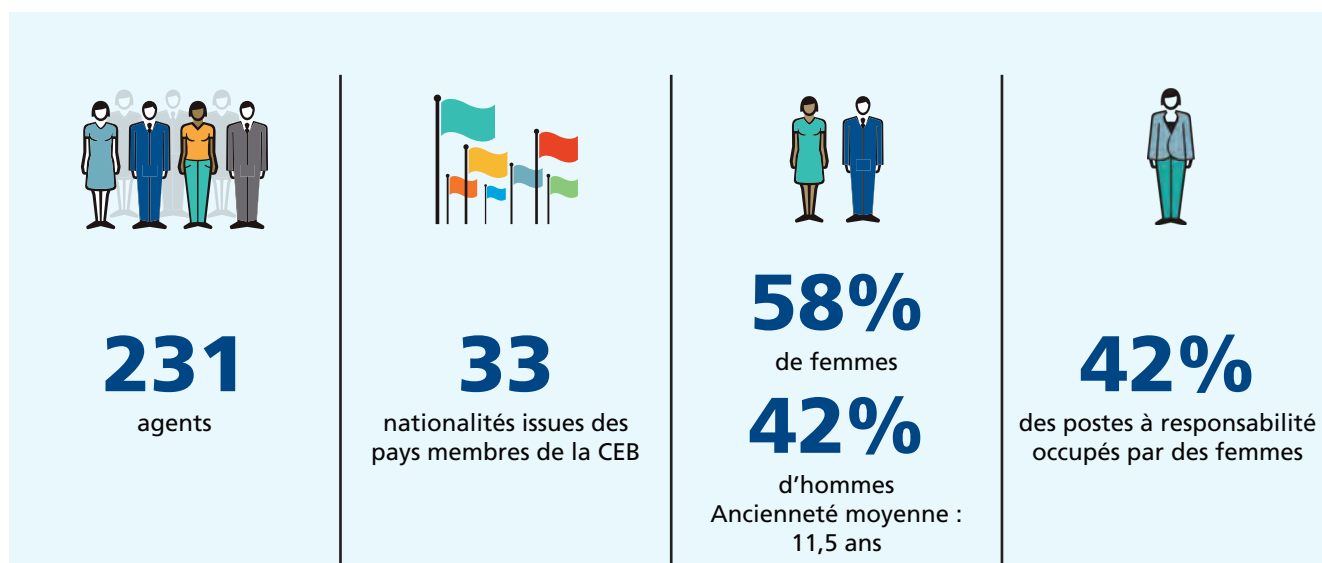
S'agissant de son fonctionnement interne, la Banque a révisé sa [Politique d'intégrité et de conformité](#) (voir [Intégrité et conformité](#)), a entamé la mise en œuvre de ses lignes directrices en matière de passation de marchés durables approuvées en 2023 et a renforcé l'égalité des genres au sein du personnel, notamment en dépassant l'objectif de la stratégie en matière de diversité, à savoir 40% de femmes occupant des postes de direction (voir la section suivante).

Tout en maintenant la transparence à travers ses rapports annuels, la CEB entreprend des travaux préparatoires pour faire évoluer le reporting sur la durabilité en fonction d'un paysage réglementaire en pleine évolution. Les bonnes notations environnementales, sociales et de gouvernance (ESG) de la Banque reflètent sa performance globale en matière de développement durable. Pour plus d'informations, voir coebank.org/fr/about/durabilite, dont la [section web sur les rapports et les notations ESG](#).



La CEB franchit le cap des 10 milliards d'euros d'émissions totales d'obligations d'inclusion sociale (SIB) au NASDAQ ©NASDAQ

Ressources humaines



Personnel

À la fin de l'année 2024, la CEB employait 231 personnes représentant 33 nationalités, avec une ancienneté moyenne de 11,5 ans. Les femmes comptaient pour 58% de l'effectif, et leur représentation aux postes d'encadrement supérieur (grades A5 à A7) était de 39%, contre 35% en 2023. En outre, la proportion de femmes occupant des postes de direction (grades A4 et supérieurs) est passée à 42%, dépassant l'objectif de 40% fixé dans le Cadre Stratégique de la Banque en matière de diversité.¹

Attirer des talents diversifiés et hautement qualifiés

L'engagement de la Banque en faveur de la diversité et de l'inclusion est au cœur de sa stratégie de recrutement. En 2024, 21 nouveaux agents issus de 12 nationalités ont rejoint la CEB, dont 71% de femmes. Parmi elles, deux femmes ont été nommées à des postes de direction, renforçant ainsi la représentation au niveau de l'encadrement supérieur. En outre, 30% des nouveaux agents provenaient d'États membres sous-représentés, dont deux premières personnes recrutées en Ukraine. Grâce à des pratiques d'embauche inclusives et des outils de recrutement numériques, la CEB a continué de s'efforcer à atténuer les préjugés, renforcer l'équilibre entre les genres et améliorer la représentation des nationalités au sein de ses effectifs.

Investir dans le développement professionnel

La Banque a continué à se concentrer sur le perfectionnement des agents, 68% de l'ensemble du personnel (61% de femmes, 39% d'hommes) ayant participé à des programmes de formation en 2024. La participation à la formation technique est passée à 25%, contre 20% en 2023, ce qui reflète l'importance stratégique accordée par la Banque au développement de l'expertise technique.

Ces initiatives favorisent non seulement l'évolution de carrière et la mobilité du personnel, mais préparent également le personnel à répondre aux priorités stratégiques de la Banque en constante évolution, et à rester à la pointe des nouvelles tendances dans les banques multilatérales de développement et la finance internationale. Elles encouragent la collaboration, favorisent la durabilité et améliorent les compétences, donnant aux équipes les moyens de mettre en œuvre des solutions financières innovantes, de renforcer la résilience climatique et de cultiver des partenariats mondiaux à fort impact.

Renforcer la diversité et l'inclusion

La Banque est engagée pour l'égalité des genres sur le lieu de travail, notamment pour le principe "à travail égal, salaire égal", ce qui est souligné par sa certification EDGE, principale norme mondiale en matière d'équité entre les genres sur le lieu de travail. En 2024, la CEB a conservé le niveau EDGE "Move", qui est le deuxième des trois niveaux,

1. Parmi les 231 agents, un est basé à Kiev. La Banque compte en outre quatre agents temporaires à Ankara et dix à Paris. La Banque a ouvert un Bureau de liaison à Kiev en 2024 pour soutenir ses opérations en Ukraine, et un Bureau de projet temporaire à Ankara en 2021 pour gérer le projet SHIFA financé par l'UE.

et a continué à mettre en œuvre un plan d'action basé sur les recommandations d'EDGE, ce qui lui a permis de réaliser des progrès soutenus dans l'intégration des principes de diversité et d'inclusion dans ses opérations et sa culture.

En outre, la Banque met en œuvre des politiques et des processus destinés à promouvoir l'égalité et la diversité dans différentes dimensions, notamment le genre, la nationalité et l'âge. Ces mesures garantissent la non-discrimination à l'embauche, au cours de la progression de carrière et dans toutes les autres pratiques de ressources humaines. En appliquant ces principes, la Banque favorise un lieu de travail intégrant l'inclusion et l'égalité des chances dans sa culture.

Modernisation des processus RH

En 2024, la Banque a continué à doter ses effectifs de moyens numériques. La mise en œuvre d'un système

intégré de planification des ressources d'entreprise (ERP), également connu au sein de la CEB sous le nom de programme Atlas, marque une étape majeure dans la modernisation des processus RH et l'amélioration de la gestion des données. Les nouveaux systèmes numériques visent également à améliorer l'expérience numérique des agents, renforçant ainsi la capacité de la Banque à attirer les meilleurs talents, tout en stimulant l'efficacité et la productivité globales de son système de ressources humaines. Les modèles de travail hybride et à distance sont bien implantés, et la Banque continue de mettre en place des outils numériques collaboratifs.

Pour en savoir plus sur les possibilités d'emploi à la CEB, voir coebank.org/fr/job-section/

Le Prix CEB pour la cohésion sociale 2024 est décerné à l'École ukrainienne de Varsovie

La cinquième édition de ce prix annuel très prisé a été décernée à une école polonaise pour son programme innovant destiné à faciliter l'intégration des enfants réfugiés d'Ukraine. Des projets de France et de République slovaque sont arrivés en deuxième position.



Les lauréates de l'école ukrainienne de Varsovie, Antonina Michałowska (gauche) et Oksana Kolesnyk (droite) reçoivent le prix CEB. ©CEB

L'École ukrainienne de Varsovie (Warszawska Szkoła Ukraińska) a remporté le Prix CEB pour la cohésion sociale 2024 pour son travail exceptionnel de soutien à l'intégration des enfants réfugiés d'Ukraine.

Connue sous le nom de SzkoUA, l'école a été fondée en avril 2022, à la suite de l'agression de la Russie contre l'Ukraine, pour permettre aux enfants réfugiés de poursuivre leur scolarité avec un programme mixte ukrainien-polonais et des doubles diplômes. L'école permet aux élèves d'étudier dans leur langue maternelle, tout en les initiant à la langue, à l'histoire et à la culture polonaises. Le prix, d'un montant de 45 000 euros, a été décerné pour la "contribution unique et exceptionnelle" de l'école à la promotion de la cohésion sociale.

"Ce prix représente le prochain pas de nos élèves vers l'Europe", a déclaré Oksana Kolesnyk, Directrice de l'École ukrainienne de Varsovie.

De nombreux enfants ayant subi le traumatisme et le stress liés à la guerre et à la fuite, l'école propose un accès à des soins psychologiques et emploie des enseignants qui sont eux-mêmes des réfugiés.

Deux projets ont été récompensés par des prix de 5 000 euros chacun : **Soliguide**, projet français qui fournit une plateforme de solidarité en ligne répertoriant les lieux utiles tels que les banques alimentaires, les services de santé et les centres de conseil juridique pour les personnes vulnérables en France et en Espagne ; et **comActivate**, projet originaire de République slovaque qui lutte contre la pauvreté énergétique en conseillant les groupes vulnérables d'Europe centrale et de l'Est sur l'efficacité énergétique des habitations.

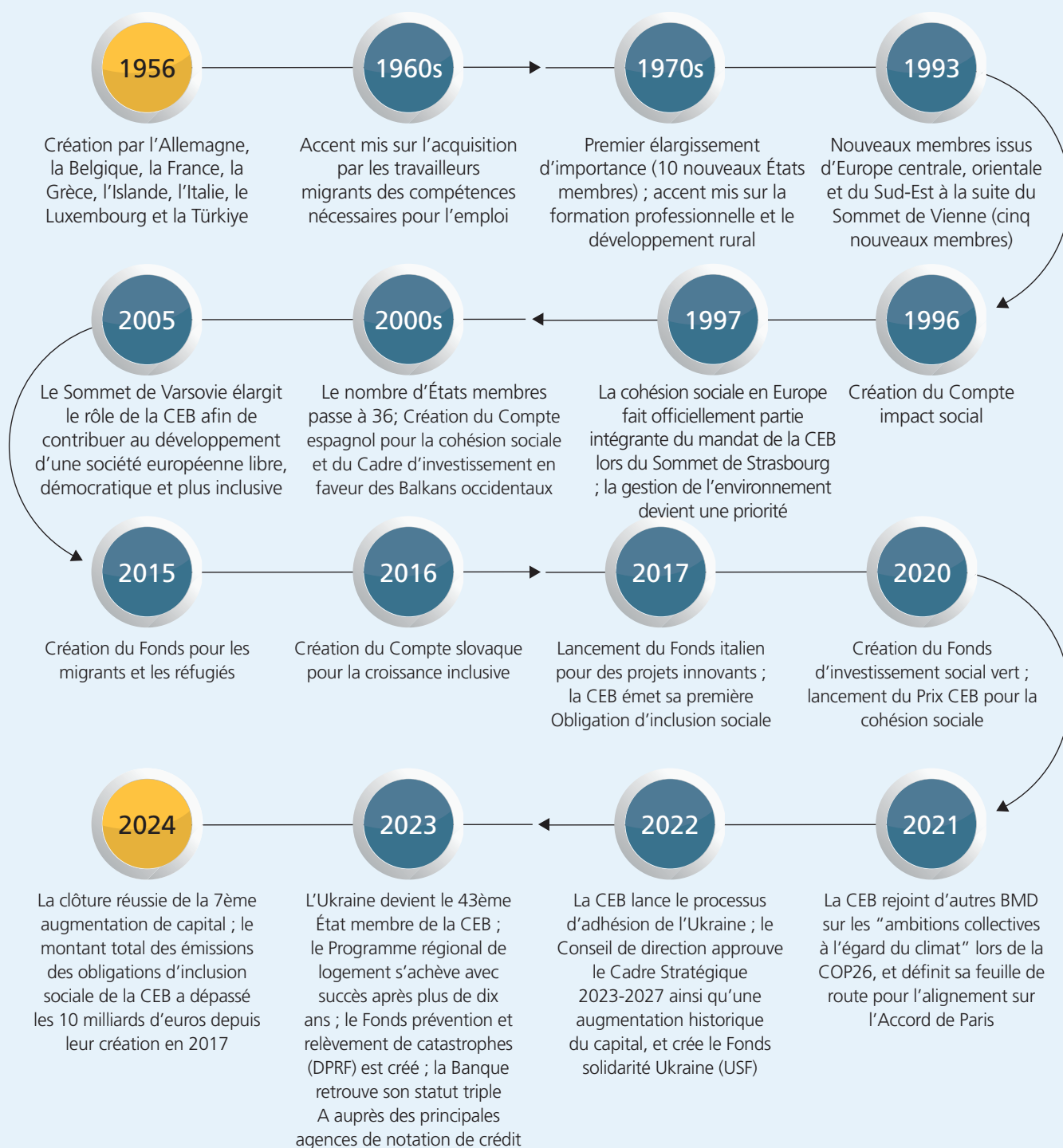
Le Prix CEB pour la cohésion sociale a été lancé en 2020 pour récompenser des projets sociaux menés par des citoyens. Pour l'édition 2024, une centaine de candidatures issues de 27 pays membres ont été reçues parmi lesquelles un jury international d'experts a établi une présélection, sur la base de critères tels que la durabilité, l'innovation et la reproductibilité.

Le jury était présidé par Christos Giakoumopoulos, Directeur général, Droits humains et État de Droit, Conseil de l'Europe, et composé de : Ornella D'Amico, Secrétaire générale adjointe, Finance en Commun ; Guillaume Capelle, fondateur de SINGA et CALM ; Thomas Marois, Maître de conférences en études du développement, SOAS University of London ; et Tomáš Boček, Vice-Gouverneur pour les Pays du Groupe Cible, CEB.

Voir award.coebank.org

La banque de développement social de choix pour l'Europe

Depuis les années 1950, la CEB aide ses États membres à promouvoir des sociétés et des économies plus durables sur les plans social et environnemental, et à surmonter de nombreux défis. L'évolution de la CEB, à l'origine Fonds de réétablissement pour les réfugiés d'après-guerre créé par les membres du Conseil de l'Europe, et aujourd'hui banque multilatérale de développement à part entière, est intimement liée à celle de l'histoire de l'Europe elle-même, une histoire qui continue de s'écrire. Le soutien sans faille qu'elle procure à ses États membres pour relever les défis et investir dans un avenir meilleur pour tous les citoyens fait de la CEB un pilier de la solidarité européenne et de la cohésion sociale.



En savoir plus: coebank.org/fr/about/mission/

Connaissances sociales et nouvelles publications



Construire l'éducation : bâtir pour un meilleur impact

L'intégration des perspectives éducatives dans la conception, l'élaboration et la construction des écoles afin de promouvoir l'apprentissage constitue une approche innovante et efficace de l'investissement dans les infrastructures scolaires, connue sous le nom de "Constructing Education Framework". Cette approche peut modifier la manière dont les gouvernements orientent leurs investissements dans les infrastructures, pour promouvoir l'apprentissage.

"*Constructing Education: Building for impact*", un rapport de la CEB et de la Banque européenne d'investissement (BEI) confirme la pertinence et la viabilité du cadre "Construire l'éducation." La CEB a conçu ce cadre afin de connecter le processus de construction avec les objectifs éducatifs lors de la planification et de la construction d'écoles ou des infrastructures liées. Cela permet aux investissements d'influencer les résultats éducatifs de manière positive. Pour que les environnements d'apprentissage innovants soient réussis, il est essentiel de disposer d'une vision éducative pour guider les travaux. De 2021 à 2023, les auteurs ont conduit leurs recherches en Finlande et en Italie pour tester la faisabilité de la mise en œuvre du cadre "Construire l'éducation". Le rapport identifie les avantages clairs de l'approche, notamment qu'elle ne représente qu'un surcoût de 1% du processus de conception et de construction et met en évidence les obstacles à sa mise en œuvre. Le cadre "Construire l'éducation" est également adopté par d'autres agences internationales et institutions financières.

Lire le rapport :

https://coebank.org/media/documents/Constructing_education_building_for_impact_CEB-EIB.pdf



Financer des solutions de logement pour les sans-abris en Europe

Face à la réalité de l'augmentation du sans-abrisme en Europe (en croissance de 80% depuis 2015), la CEB, ses États membres et des partenaires clés ont intensifié leur intérêt pour résoudre ce problème socio-économique pressant. Dans toute l'Europe, la demande de logements sociaux et abordables dépasse l'offre, ce qui pose d'importants problèmes pour la transition des personnes sans abri vers un mode de vie indépendant, et pour la mise en œuvre de projets visant à répondre à leurs besoins. Dans ce contexte, le document de travail de la CEB intitulé "*Financer des solutions de logement pour les sans-abri en Europe*" présente des études de cas en France et au Portugal qui démontrent le potentiel des solutions de "logement d'abord" pour les sans-abris, qui permettent un accès au logement sans avoir besoin de remplir certains critères préalables.

Lire le document de travail :

https://coebank.org/media/documents/Financing_housing_solutions_for_the_homeless_in_Europe.pdf

Les exemples présentés dans le document montrent que la garantie d'un financement stable et durable, la mise à disposition de fonds pour les dépenses imprévues et la prise en compte de la pénurie de logements abordables sont essentielles à la réussite à long terme. Une partie de la solution réside dans le financement mixte, qui combine des prêts et des dons pour rendre les investissements dans le logement social et abordable moins risqués. La CEB soutient activement cette approche, notamment par le biais de la Plateforme européenne de lutte contre le sans-abrisme (EPOCH), une initiative collective au niveau européen qui permet aux membres de l'UE d'échanger des connaissances et des informations sur le financement de la lutte contre le sans-abrisme, le financement mixte et le cofinancement. Le document de travail a été publié en amont de la conférence "*Addressing Homelessness Through Social Investment*", organisée par la CEB en collaboration avec le Conseil de l'Europe, le 3 décembre 2024.

L'amélioration de l'efficacité énergétique des logements

Quelque 50 millions de ménages dans l'UE souffrent de pauvreté énergétique, ce qui affecte leur accès au chauffage, à l'eau chaude et aux appareils essentiels consommant de l'énergie. Avec la flambée des prix du pétrole et des autres combustibles ces dernières années, la lutte contre la pauvreté énergétique devient une priorité politique.

L'amélioration de l'efficacité énergétique des logements constitue un remède efficace à cette situation, selon *"Improving energy efficiency in housing : Why evaluation matters"*, un nouveau rapport de la CEB. Cette étude pertinente examine les données et souligne l'importance d'évaluer l'efficacité énergétique de tous les investissements dans le logement, qu'il s'agisse de nouvelles constructions ou de logements existants.

Les bâtiments sont responsables d'environ 40% de toutes les émissions de gaz à effet de serre dans le monde, c'est pourquoi l'amélioration de leur efficacité énergétique est essentielle pour lutter contre le changement climatique et atteindre les objectifs de l'Accord de Paris. Ce rapport montre que l'amélioration de l'efficacité énergétique permettrait non seulement de réduire les émissions de gaz à effet de serre, mais aussi de réduire la pauvreté énergétique et de protéger les personnes vulnérables, ce qui démontre une fois de plus que l'action sociale et l'action climatique peuvent aller de pair.

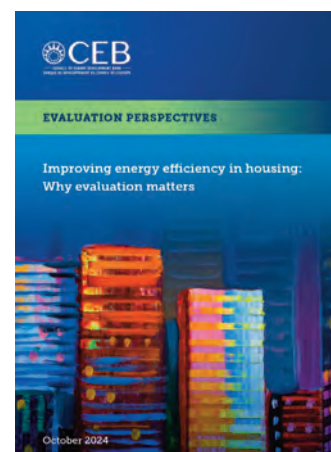
Étayé par des données et des études de cas, *"Improving energy efficiency in housing: Why evaluation matters"* présente des conseils utiles aux décideurs politiques, responsables de la mise en œuvre et autres parties prenantes soucieux de combler les déficits de financement du logement social et abordable et de promouvoir une transition équitable.

Aider la microfinance à atteindre son potentiel en Europe

La microfinance est un outil d'action sociale éprouvé, ainsi qu'une priorité stratégique pour la CEB. Elle répond à un large éventail de besoins, notamment l'amélioration de l'habitat, le financement de l'éducation et les aides financières en cas de nécessité. Il aide également à encourager l'esprit d'entreprise en accordant des petits prêts aux personnes n'ayant pas accès au crédit conventionnel, et les aidant à créer et pérenniser leurs entreprises.

Selon les données de l'UE et de l'OCDE, l'Europe compte plus de sept millions "d'entrepreneurs manquants", qui se heurtent à des obstacles systémiques à la création d'entreprise. La plupart de ces personnes sont des femmes, beaucoup ont plus de 50 ans, et plus d'un million sont issues de l'immigration. Un document de recherche de la CEB, intitulé *"Microfinance as a Tool to Support Europe's Missing Entrepreneurs"*, présente un cadre nommé la "pyramide de l'entrepreneuriat", qui met en évidence les défis spécifiques rencontrés par ces groupes, et qui comprennent les normes culturelles, les contraintes juridiques, un accès limité à l'éducation et des lacunes en matière d'infrastructures. Si l'accès au financement – le sommet de la pyramide – est essentiel, il n'est pas pour autant suffisant : les microentreprises ont besoin d'un soutien solide à plusieurs niveaux.

Les organismes européens de microfinance ont développé des réponses innovantes mais la demande pour ce type de soutien est en forte hausse. L'engagement des entrepreneurs vulnérables demande beaucoup de ressources, et les fournisseurs de microfinance n'ont souvent pas la capacité de proposer des services complets à plus grande échelle. Pour promouvoir le prêt responsable, le document préconise d'accroître le soutien par le biais de dons, de garanties et de partenariats et souligne l'importance d'une approche écosystémique, nécessitant une collaboration entre les fournisseurs de microfinance, les institutions publiques et les acteurs de l'économie sociale.



Lire Evaluation Perspectives:
https://coebank.org/media/documents/Improving_Energy_efficiency_Why_evaluation_matters_web.pdf



Lire le document de travail:
https://coebank.org/media/documents/CEB_Research_Paper_Microfinance_as_a_Tool_to_Support_Europes_missing_entrepreneurs.pdf

Données clés : projets et prêts

Projets approuvés (par pays, en milliers d'euros)

En milliers d'euros

Pays	2024		2023		Total cumulé 2020-2024	
	Montants	%	Montants	%	Montants	%
Albanie			27 000	0,66	102 000	0,44
Allemagne	100 000	2,20	259 700	6,32	1 371 700	5,94
Andorre					20 000	0,09
Belgique	15 000	0,33	250 000	6,09	654 000	2,83
Bosnie-Herzégovine	21 500	0,47			29 500	0,13
Bulgarie	253 000	5,56			428 000	1,85
Chypre	72 000	1,58	48 000	1,17	185 500	0,80
Croatie	250 000	5,50			650 000	2,82
Espagne	471 000	10,35	360 000	8,77	2 646 000	11,46
Estonie	60 000	1,32			280 000	1,21
Finlande	150 000	3,30	50 000	1,22	560 300	2,43
France	290 000	6,38	290 500	7,07	1 585 000	6,87
Géorgie						
Grèce			80 000	1,95	282 000	1,22
Hongrie	200 000	4,40	150 000	3,65	877 000	3,80
Irlande			125 000	3,04	253 700	1,10
Islande	325 000	7,14			345 000	1,49
Italie	532 000	11,69	337 000	8,21	2 557 600	11,08
Kosovo					87 000	0,38
Lettonie	40 000	0,88			205 000	0,89
Lituanie	107 500	2,36	35 000	0,85	937 300	4,06
Luxembourg					3 000	0,01
Macédoine du Nord			52 000	1,27	68 000	0,29
Malte			7 000	0,17	7 000	0,03
République de Moldova			106 000	2,58	176 000	0,76
Monténégro			30 000	0,73	100 000	0,43
Pays-Bas			190 000	4,63	390 000	1,69
Pologne	365 000	8,02	350 000	8,52	1 880 556	8,15
Portugal					188 700	0,82
Roumanie	293 000	6,44	162 620	3,96	772 920	3,35
République slovaque	70 000	1,54	480 000	11,69	1 370 000	5,94
République tchèque			64 000	1,56	824 000	3,57
Saint-Marin					10 000	0,04
Serbie	31 000	0,68	200 000	4,87	878 000	3,80
Slovénie	20 000	0,44			140 000	0,61
Suède			102 200	2,49	282 200	1,22
Türkiye	580 000	12,75	250 000	6,09	1 530 000	6,63
Ukraine	303 000	6,66	100 000	2,44	403 000	1,75
TOTAL	4 549 000	100,00	4 106 020	100,00	23 079 975	100,00

Prêts décaissés (par pays, en milliers d'euros)

En milliers d'euros

Pays	2024		2023		Total cumulé 2020-2024	
	Montants	%	Montants	%	Montants	%
Albanie			1 480	0,04	74 480	0,39
Allemagne	349 000	9,81	265 450	7,15	1 477 350	7,66
Andorre					16 000	0,08
Belgique			39 000	1,05	319 000	1,66
Bosnie-Herzégovine	4 000	0,11	6 868	0,18	61 981	0,32
Bulgarie	53 000	1,49			153 000	0,79
Chypre	36 750	1,03	42 750	1,15	108 549	0,56
Croatie	140 000	3,94	60 000	1,62	654 388	3,40
Espagne	300 000	8,44	736 683	19,83	2 477 126	12,85
Estonie	20 000	0,56			220 000	1,14
Finlande	190 000	5,34	60 000	1,62	523 300	2,71
France	208 830	5,87	220 400	5,93	1 373 662	7,13
Géorgie			5 308	0,14	40 598	0,21
Grèce			1 000	0,03	219 500	1,14
Hongrie	75 000	2,11	50 000	1,35	709 412	3,68
Irlande	50 000	1,41	68 000	1,83	295 064	1,53
Islande	16 000	0,45	12 000	0,32	28 000	0,15
Italie	588 533	16,55	227 223	6,12	1 885 911	9,78
Kosovo					45 824	0,24
Lettonie	1 000	0,03			16 400	0,09
Lituanie	125 913	3,54	266 549	7,18	998 314	5,18
Luxembourg	1 500	0,04	800	0,02	2 600	0,01
Macédoine du Nord	400	0,01			27 726	0,14
Malte					29 000	0,15
République de Moldova	281	0,01	11 583	0,31	71 464	0,37
Monténégro			1 815	0,05	73 398	0,38
Pays-Bas	150 000	4,22	90 000	2,42	625 025	3,24
Pologne	423 013	11,90	558 085	15,02	2 221 264	11,52
Portugal	6 000	0,17	14 000	0,38	115 000	0,60
République slovaque	28 700	0,81	145 300	3,91	751 363	3,90
République tchèque	111 884	3,15	45 273	1,22	781 437	4,05
Roumanie	141 380	3,98	73 457	1,98	508 190	2,64
Saint-Marin					10 000	0,05
Serbie	215 000	6,05	160 500	4,32	813 739	4,22
Slovénie	10 000	0,28	40 000	1,08	170 000	0,88
Suède	46 901	1,32	116 367	3,13	438 628	2,28
Türkiye	147 000	4,13	395 000	10,63	822 000	4,26
Ukraine	115 801	3,26			115 801	0,60
TOTAL	3 555 885	100,00	3 714 892	100,00	19 274 498	100,00

Aperçus

Projets approuvés par contrepartie en 2024 (en milliers d'euros)

Pays	Emprunteur	Description du projet	Montant du prêt CEB	Montant total du projet (En milliers d'euros)
Allemagne	Ville de Nuremberg (Stadt Nürnberg)	Développement et amélioration des infrastructures d'éducation et de garde d'enfants de la ville de Nuremberg. Le prêt financera partiellement l'agrandissement et la modernisation de structures d'accueil de la petite enfance, le développement de l'accueil périscolaire pour les enfants du primaire, la transition numérique dans les écoles, ainsi que la construction d'écoles et de salles de classe supplémentaires.* Bénéficiaires finaux : enfants, parents et personnel des écoles et des structures d'accueil de la ville de Nuremberg et des environs ; notamment les bénéficiaires socio-économiquement vulnérables comme les ménages à faibles revenus et les migrants qui dépendent d'une éducation publique et d'une garde d'enfants fiables.	100 000	564 186
Belgique	Credal SCES Cette opération bénéficie du soutien de l'Union européenne au titre du Fonds InvestEU	Soutien financier partiel aux besoins d'investissement d'entreprises à vocation sociale en Belgique ayant un accès limité ou inexistant au financement. Bénéficiaires finaux : entreprises et organismes de l'économie sociale et populations les plus vulnérables dans les régions Wallonie et Bruxelles-Capitale, en particulier migrants et réfugiés, personnes âgées, personnes en situation de handicap, ménages à bas revenus et femmes vulnérables, socialement et économiquement exclues.	15 000	30 000
Bosnie-Herzégovine	Gouvernement	Financement de la construction d'un centre culturel et sportif dans la ville de Mostar. Le prêt servira à financer partiellement la construction et l'équipement du nouveau centre, ainsi que les coûts de gestion et de supervision du projet. Bénéficiaires finaux : population de la ville de Mostar et de la région environnante, qui compte plus de 160 000 personnes d'origines sociales et ethniques diverses.	12 000	24 150
Bosnie-Herzégovine	Microcredit Foundation Mikra Sarajevo	Financement partiel d'investissements éligibles pour des prêts agricoles, des prêts au logement et des prêts à l'investissement, ainsi que pour des besoins en fonds de roulement, et aides aux ménages pour mettre en œuvre des mesures d'efficacité énergétique. Cela comprend des microcrédits destinés à soutenir des activités génératrices de revenus pour les femmes économiquement vulnérables et les entreprises dirigées par des femmes. Bénéficiaires finaux : ménages, petites exploitations agricoles et très petites entreprises. En particulier, clients à bas revenus, principalement des femmes, qui ont un accès limité au crédit bancaire.	3 000	6 000
Bosnie-Herzégovine	Partner Microcredit Foundation	Financement partiel complémentaire d'investissements éligibles dans l'efficacité énergétique à petite échelle, entrepris par des ménages et des microentreprises entre 2024 et 2026. Le projet permettra d'améliorer le confort des logements et de réduire le montant des factures d'énergie. Bénéficiaires finaux : personnes à bas revenus, notamment ménages et très petites entreprises.	3 500	15 000

Pays	Emprunteur	Description du projet	Montant du prêt CEB	Montant total du projet (En milliers d'euros)
Bosnie-Herzégovine	Société de microcrédit Eki	Accorder des microcrédits pour soutenir l'emploi et des activités génératrices de revenus ainsi que pour financer les investissements d'efficacité énergétique des populations vulnérables. Le prêt servira à financer partiellement les produits de microcrédit de l'emprunteur dans les secteurs de l'agriculture, du logement et du commerce, destinés à une clientèle à bas revenus composée de particuliers et de TPE ayant un accès limité aux services financiers, surtout en milieu rural. Bénéficiaires finaux : très petites entreprises et ménages en zones rurales.	3 000	6 000
Bulgarie	Crédit SIS Cette opération bénéficie du soutien de l'Union européenne au titre du Fonds InvestEU	Financement partiel des activités de prêt de l'emprunteur par le biais de prêts directs aux microentreprises et aux start-up, afin de soutenir l'inclusion financière et sociale de micro-entrepreneurs ayant un accès limité ou inexistant au financement ; développement du secteur de la microfinance dans le pays. Les secteurs ciblés comprennent l'agriculture, la restauration, l'hôtellerie et les services liés à l'éducation. ^{IEU} Bénéficiaires finaux : micro-entrepreneurs et producteurs agricoles, notamment étudiants entrepreneurs, chefs d'entreprise de moins de 29 ans et personnes présentant un handicap.	3 000	6 000
Bulgarie	Gouvernement	Soutien à la République de Bulgarie pour remplir les conditions préalables à la contribution nationale pour l'accès au financement au titre de la politique de cohésion de l'UE et dans le cadre des obligations du pays en vertu de l'Accord de partenariat entre la Bulgarie et l'UE signé en 2022. Le prêt de la CEB financera partiellement des investissements éligibles relevant de deux programmes opérationnels consacrés à l'éducation, à la formation professionnelle et à l'amélioration de l'employabilité de la main d'œuvre bulgare. Bénéficiaires finaux : enfants, élèves et étudiants, parents et jeunes venant prioritairement de populations marginalisées, comme les Roms, et habitant dans les régions les moins développées de Bulgarie.	250 000	2 816 000
Chypre	Gouvernement	Création d'un centre de renommée internationale et d'une institution culturelle de premier plan dédiée au développement, à l'entretien, à l'étude, à la présentation et à l'interprétation du riche patrimoine archéologique de Chypre. Une attention particulière sera accordée à la durabilité, à l'accessibilité et à l'efficacité énergétique du bâtiment. Bénéficiaires finaux : habitants de Chypre, notamment enfants, élèves et étudiants, ainsi que personnes présentant un handicap qui bénéficieront de technologies innovantes et inclusives, et personnel du musée.	72 000	140 000
Croatie	HBOR	Financement partiel d'investissements municipaux et régionaux éligibles entrepris par les municipalités, villes et comtés croates, afin de soutenir la création d'équipements municipaux durables dans toute la Croatie et de contribuer au renforcement de la compétitivité des TPE-PME. Le prêt de la CEB sera alloué par le biais de prêts directs de l'emprunteur aux TPE- PME ainsi que par la rétrocession via les réseaux d'intermédiaires financiers. Bénéficiaires finaux : employés des TPE-PME et demandeurs d'emploi, habitants des villes, municipalités et régions de Croatie, ainsi que groupes vulnérables.	250 000	500 000

Pays	Emprunteur	Description du projet	Montant du prêt CEB	Montant total du projet (En milliers d'euros)
Espagne	Communauté autonome d'Andalousie	Financement partiel des dépenses de l'emprunteur en matière de services sociaux pour les personnes âgées ou présentant un handicap, fournis par des prestataires externes en 2024-2025, pouvant aussi pour le financement partiel d'investissements à petite échelle pour moderniser l'infrastructure sociale existante. * Bénéficiaires finaux : population de l'Andalousie, en particulier personnes âgées et personnes présentant un handicap, ainsi que leurs familles, qui bénéficieront d'une aide et d'une assistance de base.	200 000	2 049 000
Espagne	Communauté autonome de Castille et León	Construction, rénovation et équipement d'établissements de santé dans la région. Le prêt de la CEB financera partiellement, entre autres : (i) la construction et l'équipement d'un nouvel hôpital à Aranda del Duero, d'un bloc technique à l'hôpital de Palencia et d'un bâtiment de consultations externes à l'hôpital de Salamanque, ainsi que (ii) la rénovation et l'équipement de l'hôpital existant à Soria. * Bénéficiaires finaux : habitants de la communauté autonome de Castille-et-León, en particulier les patients hospitalisés et ambulatoires des centres de soins et des hôpitaux, notamment les personnes âgées, ainsi que le personnel médical.	140 000	323 093
Espagne	Communauté autonome de Madrid	Financement partiel des dépenses budgétaires publiques pour des programmes d'action sociale, en particulier pour la fourniture de biens et de services, ainsi que des dépenses d'investissement destinées à moderniser les infrastructures et les établissements d'aide sociale existants. Bénéficiaires finaux : personnes vulnérables vivant à Madrid, telles que les personnes âgées, les victimes de violence fondée sur le genre et les personnes vivant dans la pauvreté, ainsi que leurs familles.	100 000	200 000
Espagne	Sostre Cívica	Construction ou rénovation de plus de 300 unités de logement social, augmentant l'offre de logements sociaux et abordables dans la région de Catalogne. Le programme, dont le coût total s'élève à 62 millions d'euros, sera partiellement financé par des fonds européens à travers la Garantie InvestEU et représente le plus grand projet de logement coopératif en Catalogne et en Espagne. Bénéficiaires finaux : habitants de Catalogne n'ayant pas les moyens d'accéder à la propriété ou à la location aux prix du marché, notamment personnes socialement et économiquement vulnérables, telles que les personnes à mobilité réduite, souffrant de handicaps intellectuels ou de troubles mentaux, personnes âgées et femmes victimes de violences fondées sur le genre.	31 000	62 000
Estonie	Université de Tartu	Amélioration de l'infrastructure de l'emprunteur, en construisant un nouveau bâtiment consacré à l'enseignement et à la recherche et en rénovant deux équipements éducatifs existants. Le projet prévoit aussi la rénovation du bâtiment principal et administratif à Tartu, et de la faculté de droit de l'Université de Tartu, située à Tallinn. Bénéficiaires finaux : près de 15 000 étudiants qui fréquentent actuellement l'université, notamment ceux qui ont des besoins particuliers, ainsi que les futurs étudiants et les plus de 4 300 membres du personnel de l'université.	60 000	121 300

Pays	Emprunteur	Description du projet	Montant du prêt CEB	Montant total du projet (En milliers d'euros)
Finlande	Laakso Joint Hospital (Kiinteistöosakeyhtiö Laakson yhteissairaala, "LYS")	Fourniture d'unités de soins psychiatriques et somatiques de qualité, accessibles à tous et abordables à la ville d'Helsinki et au district d'Uusimaa. Le prêt de la CEB servira notamment à financer partiellement les travaux de reconstruction et la construction de nouveaux bâtiments à haut rendement énergétique pour l'hôpital commun de Laakso. Bénéficiaires finaux : patients de la région métropolitaine d'Helsinki et au-delà, et personnel du système de santé.	150 000	1 003 000
France	Métropole Aix-Marseille-Provence	Financement additionnel pour soutenir le programme Nouveau Métro de Marseille (NEOMMA) visant à moderniser le réseau métropolitain marseillais. Les investissements permettront d'offrir des possibilités de transport équitables et accessibles qui contribueront à réduire les inégalités sociales et territoriales de l'AMP tout en répondant aux besoins de la population croissante de Marseille et en promouvant un développement socio-économique durable et inclusif.* Bénéficiaires finaux : 1,8 million d'habitants de la Métropole Aix-Marseille-Provence et nouveaux usagers, qui bénéficieront de conditions de déplacement et de travail optimisées.	150 000	826 000
France	Syndicat des Eaux d'Ile de France (SEDIF)	Soutien aux investissements éligibles visant à renouveler des canalisations vétustes de distribution et de transport d'eau potable. En particulier, le prêt financera partiellement des investissements de renouvellement de certaines parties du réseau de distribution, avec le remplacement de 176 km de canalisations vétustes et de 34,6 km de conduites.* Bénéficiaires finaux : habitants des communes de la région Île-de-France desservies par le SEDIF et nouveaux usagers qui seraient raccordés au réseau pendant la période de mise en œuvre du projet.	140 000	280 000
Hongrie	Gouvernement	Aide à l'emprunteur pour réaliser un programme d'investissements de rénovation, de reconstruction/réhabilitation, d'agrandissement et de modernisation de divers équipements éducatifs dans tout le pays, notamment pour garantir l'accessibilité des équipements.* Bénéficiaires finaux : élèves des établissements d'enseignement primaire, secondaire et professionnel dans l'ensemble de la Hongrie, et en particulier enfants en situation de handicap.	200 000	400 000
Islande	Gouvernement	Soutien essentiel immédiat et à moyen terme aux populations touchées par les éruptions volcaniques, par la prestation d'allocations familiales et de subsistance et d'aide au logement, y compris pour l'achat de logements. Le projet financera également des travaux préparatoires visant à atténuer les effets potentiels sur la centrale électrique et les services polyvalents de la péninsule de Reykjanes, qui fournissent de l'eau, du chauffage urbain et de l'électricité à 33 000 habitants et entreprises.* Bénéficiaires finaux : population touchée par les éruptions volcaniques en Islande.	150 000	424 000

Pays	Emprunteur	Description du projet	Montant du prêt CEB	Montant total du projet (En milliers d'euros)
Islande	Reykjavík Energy-Orkuveitan	Améliorer les conditions de vie dans la région de la capitale Reykjavík, et particulièrement renouveler et développer les systèmes de distribution d'eau potable et d'eau chaude ainsi que les infrastructures de chauffage et d'assainissement, et renforcer les réseaux de transport public. Le prêt servira à financer partiellement les investissements éligibles, conformément au plan d'aménagement urbain de la ville de Reykjavík. Bénéficiaires finaux : ensemble de la population de la région de la capitale Reykjavík, notamment les groupes vulnérables, les personnes migrantes et les ménages à faibles revenus.	75 000	253 000
Islande	Ville de Reykjavík	Rénovation et extension des infrastructures éducatives d'établissements scolaires, permettant une amélioration de l'environnement d'apprentissage, conformément aux priorités fixées dans la Politique d'éducation de la ville à l'horizon 2030.* Bénéficiaires finaux : élèves, personnel des écoles et adolescents de la ville de Reykjavík, notamment issus de familles de migrants, réfugiés ukrainiens et familles déplacées originaires de la ville de Grindavík, touchée par l'éruption volcanique.	100 000	223 000
Italie	Cassa del Microcredito Cette opération bénéficie du soutien de l'Union européenne au titre du Fonds InvestEU	Financement partiel des besoins en investissement et en fonds de roulement de très petites entreprises et de travailleurs indépendants en Italie. ^{IEU} Bénéficiaires finaux : travailleurs indépendants et TPE, notamment start-up, dans toute l'Italie, en priorité dans les régions méridionales et les îles.	10 000	28 800
Italie	Cassa Depositi e Prestiti S.p.A.	Financement partiel de sous-projets éligibles dans les domaines de la restauration, de la réparation, de la construction et de la reconstruction dans les régions des Abruzzes, du Latium, des Marches et de l'Ombrie touchées par les tremblements de terre de 2016 et 2017. Le prêt couvre une partie des mesures de reconstruction dans le secteur privé, notamment pour les logements et infrastructures d'entreprises endommagées. Bénéficiaires finaux : particuliers pour les interventions relatives aux habitations endommagées, et entreprises privées pour les dommages qui ont touché les biens professionnels.	350 000	1 350 000
Italie	IREN S.p.A.	Fonds complémentaires pour le financement partiel d'investissements entre 2022 et 2026, notamment destinés à des services d'eau intégrés, principalement dans les petites et moyennes municipalités d'Italie. Les investissements contribueront à une utilisation plus durable de l'eau par la réduction des fuites, l'amélioration de la qualité des réseaux d'eau potable et de meilleurs systèmes de traitement des eaux usées.* Bénéficiaires finaux : habitants de communes des provinces de Gênes et de Parme, en particulier ceux dont les conditions de vie sont menacées par des infrastructures hydriques inadaptées.	80 000	624 000

Pays	Emprunteur	Description du projet	Montant du prêt CEB	Montant total du projet (En milliers d'euros)
Italie	Istituto per il Credito Sportivo e Culturale S.p.A.	Financement aux collectivités locales pour leurs investissements dans les équipements sportifs et culturels, en particulier : la construction, la modernisation, l'agrandissement et l'équipement d'installations sportives ; l'acquisition de biens en vue de leur utilisation comme installations sportives ; la gestion d'installations sportives ; la construction, la modernisation, l'agrandissement et l'équipement d'actifs immobilisés en vue de leur utilisation pour des activités culturelles et des activités de soutien associées. Bénéficiaires finaux : Plus de 15 millions de personnes résidant dans environ 500 communes ou provinces et les utilisateurs et utilisatrices des équipements sportifs ou culturels concernés – y compris les jeunes, les personnes âgées et les personnes en situation de handicap.	75 000	400 000
Italie	PerMicro S.P.A. Cette opération bénéficie du soutien de l'Union européenne au titre du Fonds InvestEU	Financement partiel des besoins en investissement et en fonds de roulement des bénéficiaires afin de les soutenir dans leurs activités commerciales, notamment pour l'achat de biens, de matériel, d'équipements et de licences, et pour couvrir les dépenses liées à la création d'entreprises. ^{IEU} Bénéficiaires finaux : TPE en Italie, en particulier personnes souhaitant créer une entreprise et femmes entrepreneures.	17 000	58 000
Lettonie	Rīgas Siltums AS	Contribuer à la fiabilité et à la durabilité des services de chauffage urbain à Riga en remplaçant les conduites vétustes du réseau pour éviter de nouvelles ruptures et réduire les déperditions de chaleur, ainsi qu'en prolongeant le réseau de chauffage urbain vers les zones non desservies de la ville.* Bénéficiaires finaux : usagers actuels et futurs du système de chauffage urbain de Riga, tels que les habitants des bâtiments résidentiels, dont des personnes réfugiées ou des ménages à faibles revenus, ainsi que les entités commerciales et administratives.	40 000	87 000
Lituanie	Gouvernement	Cofinancement, avec la Banque nordique d'investissement, de la rénovation de bâtiments publics afin de garantir l'efficacité énergétique et l'accessibilité des services publics aux groupes vulnérables, aux collectivités locales et au grand public. Le financement de la CEB viendra appuyer 184 millions d'euros d'investissements présélectionnés dans le portefeuille de Turto bankas, le fonds du gouvernement lituanien pour la gestion des biens immobiliers de l'État.* Bénéficiaires finaux : personnel et usagers des institutions publiques situées dans les bâtiments rénovés, notamment les groupes vulnérables tels que les personnes en situation de handicap, les enfants, les personnes âgées, les réfugiés et les migrants.	57 500	184 000
Lituanie	Municipalité de Vilnius	Cofinancement du Plan stratégique 2024-2026 de l'emprunteur, afin de soutenir un développement urbain intégré pour répondre aux problèmes sociaux, économiques, démographiques, environnementaux et climatiques auxquels la ville est confrontée. Le prêt de la CEB servira notamment au financement partiel de l'amélioration des infrastructures éducatives, de la modernisation des établissements de santé, ainsi qu'au développement et à l'amélioration des infrastructures sociales de la ville de Vilnius.* Bénéficiaires finaux : habitants de la ville de Vilnius, notamment plus de 20 000 réfugiés ukrainiens dont la plupart sont des enfants, des femmes et des personnes âgées.	50 000	100 000

Pays	Emprunteur	Description du projet	Montant du prêt CEB	Montant total du projet (En milliers d'euros)
Pologne	Gouvernement	Financement complémentaire pour répondre aux besoins à moyen et long terme des réfugiés et de leurs communautés d'accueil. Le prêt de la CEB contribuera en particulier au Plan de réponse polonais, principalement par la fourniture d'allocations mensuelles pour les enfants et les familles, ainsi que d'accès au logement.* Bénéficiaires finaux : réfugiés d'Ukraine, notamment les enfants.	115 000	2 670 000
Pologne	Pekao Leasing Sp. z o.o.	Financement partiel d'investissements dans des actifs immobilisés et des biens de production afin de soutenir les principales activités commerciales des bénéficiaires, comme l'achat de véhicules motorisés à usage commercial, de machines et d'équipements, de matériel informatique et de bureau, dans toute une série de secteurs tels que la construction, le commerce de gros et de détail, l'industrie, notamment manufacturière, et l'agriculture. L'emprunteur prévoit en outre d'affecter 20% du prêt de la CEB à différents types d'actifs "verts". Bénéficiaires finaux : salariés de TPE-PME et demandeurs d'emploi dans toute la Pologne.	250 000	500 000
République slovaque	Bratislavská vodárenská spoločnosť, a.s. (Compagnie des eaux de Bratislava)	Soutenir les dépenses de l'emprunteur pour 2024-2026 en modernisant les infrastructures vieillissantes d'approvisionnement en eau et de traitement des eaux usées. Ce projet permettra d'améliorer la qualité de l'eau et la fiabilité des services, ainsi que d'atténuer les conséquences environnementales telles que les sécheresses et les inondations. Il vise également à améliorer l'efficacité énergétique, à réduire les fuites d'eau et à étendre les services à de nouvelles zones urbaines.* Bénéficiaires finaux : plus de 800 000 personnes, dont des populations à faible revenu de la région de Bratislava. Le projet est particulièrement destiné aux ménages économiquement vulnérables, notamment dans les zones septentrionales.	30 000	60 000
République slovaque	Région autonome de Trnava	Fournir un financement à long terme et un crédit-relais aux projets financés par l'UE pour couvrir des investissements prévus par la région dans les secteurs suivants : services sociaux, santé, éducation, transports et infrastructures sociales.* Bénéficiaires finaux : les 565 000 habitants de la région autonome de Trnava, notamment les groupes vulnérables. En outre, certains sous-projets bénéficieront également aux habitants des régions voisines en République slovaque, en République tchèque et en Hongrie.	40 000	168 000
Roumanie	AMCCRS	Soutenir le programme d'investissements de l'emprunteur visant à réduire les risques de catastrophe, en finançant partiellement : (i) consolidation parasismique et mesures de d'amélioration de l'efficacité énergétique dans 17 immeubles de Bucarest ; (ii) le relogement provisoire des résidents pendant les travaux dans des appartements appartenant à la municipalité ou au secteur privé. Bénéficiaires finaux : les occupants des immeubles résidentiels concernés et personnels et visiteurs des édifices publics à rénover.	153 000	209 700

Pays	Emprunteur	Description du projet	Montant du prêt CEB	Montant total du projet (En milliers d'euros)
Roumanie	Gouvernement	Améliorer l'accès aux équipements culturels par la construction et la rénovation de biens culturels et patrimoniaux dans l'ensemble du pays, notamment les régions les moins développées. Le prêt soutiendra les travaux de restauration et/ou d'extension prévus dans le cadre de 13 sous-projets, ainsi que la construction d'un nouvel opéra à Iași.* Bénéficiaires finaux : habitants de Roumanie, notamment les visiteurs et spectateurs des sites culturels, en particulier les personnes vivant dans des quartiers défavorisés, les personnes en situation de handicap, les jeunes, les enfants et les femmes, ainsi que les habitants et commerçants des quartiers environnants.	140 000	280 000
Serbie	3Bank JSC Novi Sad	Soutien aux microentreprises dans les zones rurales et isolées de Serbie, par un financement partiel des investissements éligibles pour les produits de prêts agricoles et commerciaux, ainsi que des besoins en fonds de roulement. Bénéficiaires finaux : micro-entrepreneurs et agriculteurs. En particulier, clients à bas revenus, principalement des femmes, qui ont un accès limité au crédit bancaire.	6 000	12 000
Serbie	Gouvernement	Soutien à la construction d'un nouveau complexe pénitentiaire à Subotica pour réduire la surpopulation carcérale et remédier à la vétusté des établissements pénitentiaires du pays. Le prêt servira à financer partiellement les investissements, conformément à la nouvelle stratégie pénitentiaire de la République de Serbie. Bénéficiaires finaux : personnel pénitentiaire actuel et futur, et détenus transférés dans le nouvel établissement.	25 000	31 000
Slovénie	Pension Real Estate Fund (Real Estate Fund of the Pension and Disability Insurance Fund)	Promouvoir des cadres de vie inclusifs et résilients pour les personnes âgées, en finançant partiellement des investissements dans 220 logements avec services pour environ 300 personnes âgées ou retraitées. Bénéficiaires finaux : personnes âgées ou retraitées qui ont des difficultés à accéder à des conditions de vie convenables.	20 000	40 500
Türkiye	Gouvernement	Financement complémentaire pour rétablir la capacité à fournir des services de santé, et soutenir les efforts du pays à moyen terme pour reconstruire des infrastructures de santé résilientes endommagées par le tremblement de terre.* Bénéficiaires finaux : plus de 14 millions d'habitants des provinces touchées par le tremblement de terre, en particulier les survivants, les personnes présentant des maladies chroniques, les enfants, les femmes et les personnes âgées.	250 000	555 540
Türkiye	Gouvernement	Financement partiel de mesures pour améliorer la préparation d'Istanbul aux tremblements de terre : renforcement des capacités institutionnelles et techniques de gestion des catastrophes et de réponse aux situations d'urgence, amélioration de la résistance sismique des infrastructures publiques essentielles, et soutien aux mesures destinées à garantir une meilleure application des codes de la construction et des plans d'occupation des sols. Bénéficiaires finaux : 16 millions d'habitants d'Istanbul, dont plus d'un demi-million de réfugiés syriens, et patients d'autres régions de la Türkiye ayant besoin d'interventions médicales spécialisées.	330 000	388 000

Pays	Emprunteur	Description du projet	Montant du prêt CEB	Montant total du projet (En milliers d'euros)
Ukraine	Gouvernement	Financement du programme mis en place par le gouvernement ukrainien, qui permet aux bénéficiaires éligibles, dont les logements ont été détruits, d'obtenir des certificats de logement pour l'achat d'un bien immobilier à usage d'habitation.* Bénéficiaires finaux : habitants de l'Ukraine. En particulier, personnes déplacées à l'intérieur du pays et groupes de population vulnérables, notamment personnes présentant un handicap, personnes âgées, femmes, enfants et anciens combattants.	100 000	200 000
Ukraine	Gouvernement	Financement partiel des dépenses liées au programme gouvernemental d'aide au logement pour des personnes déplacées à l'intérieur du pays. Le prêt renforcera la résilience socio-économique des personnes déplacées et réduira leur vulnérabilité en les aidant à passer d'une situation temporaire à des conditions de vie plus durables grâce à des actions publiques en matière d'emploi, de garde d'enfants et de soins médicaux.* Bénéficiaires finaux : résidents de l'Ukraine, en particulier les 2,2 millions de personnes déplacées à l'intérieur du pays, dont des familles à faibles revenus, des enfants, des personnes âgées et des personnes en situation de handicap, gravement affectées par le conflit armé en Ukraine.	200 000	200 000
Ukraine	Joint-Stock Company Joint-Stock Bank Lviv	Soutenir la rétrocession de prêts aux microentreprises éligibles pour financer leurs investissements productifs et leurs besoins en fonds de roulement dans plusieurs secteurs, dont l'agriculture, dans des régions à forte concentration de personnes déplacées à l'intérieur du pays.	3 000	6 0000
TOTAL			4 549 000	

* Facilité de financement du secteur public (PFF)

^{IEU} Approuvé au titre de l'opération-cadre InvestEU pour le financement de la microfinance et de l'économie sociale

Pays membres

La CEB compte 43 États membres qui sont les actionnaires de la Banque. Tous les pays membres du Conseil de l'Europe peuvent devenir membres de la CEB.

Albanie ★

Allemagne

Andorre

Belgique

Bosnie-Herzégovine ★

Bulgarie ★

Chypre ★

Croatie ★

Danemark

Espagne

Estonie ★

Finlande

France

Géorgie ★

Grèce

Hongrie ★

Irlande

Islande

Italie

Kosovo ★

Lettonie ★

Liechtenstein

Lituanie ★

Luxembourg

Macédoine du Nord ★

Malte ★

République de Moldova ★

Monténégro ★

Norvège

Pays-Bas

Pologne ★

Portugal

République slovaque ★

République tchèque ★

Roumanie ★

Saint-Marin

Saint-Siège

Serbie ★

Slovénie ★

Suède

Suisse

Türkiye ★

Ukraine ★

★ Pays cibles



CEB

COUNCIL OF EUROPE DEVELOPMENT BANK
BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU CONSEIL DE L'EUROPE



55, avenue Kléber
FR-75116 PARIS FRANCE
Tél. : +33 (0)1 47 55 55 00
Email: info@coebank.org
www.coebank.org

ISSN : 2121-0105 (En ligne)
ISSN : 1563-2598 (Imprimé)